

N°743-744
DU 13 AU 26 SEPTEMBRE
2014

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION ET DIRECTRICE DE LA PUBLICATION • Sarah Proust
• CO-DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
Florence Bonetti

• RÉDACTRICE EN CHEF Sarah Nafti
• RÉDACTEURS Stéphane Deschamps •
Béatrice Fainzang • Bruno Tranchant •
Isabelle Lefort

• PHOTO Philippe Grangeaud •

Mathieu Delmestre • Olivier Clément

• MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)

• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)

Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE :

0114P11223

• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communications,
tiré à 29 000 exemplaires

« Coup d'envoi des États généraux du Parti socialiste »



Fin août, l'Université d'été de la Rochelle a donné le coup d'envoi des États généraux. Ce processus de concertation interne permettra de redéfinir et de réinventer la carte d'identité du Parti socialiste.



AG
EN
DA

28 septembre
*Élections
sénatoriales*

12 octobre
*Conseil national
à la Mutualité*

8 novembre
*Conseil national à
l'Assemblée nationale*



« Il nous faut repenser la gauche des temps nouveaux »

Mes cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades socialistes,

Je crois, on peut le dire à l'issue de ces journées : cette Université d'été est un succès ! Un beau succès ! D'autant plus que ce n'était pas gagné ! Alors, remerctions sans plus attendre les militantes et militants qui l'ont permis : les services généraux du Parti socialiste, ceux de l'organisation, ceux de la formation, ceux de la fédération de Charente Maritime, sans oublier nos anges gardiens : le SO. Sans eux, rien n'est possible. Il faut le dire et leur dire : merci et bravo !

Je tiens aussi à saluer et à remercier le premier secrétaire de la Fédération de Charente Maritime, Mickaël Vallet. Merci aussi aux Rochelais, pour leur chaleureux accueil. Je souhaite ensuite adresser un signe amical à tous les Jeunes socialistes, à leur enthousiasme et à leur présidente Laura Slimani. Applaudissons également tous les animateurs et tous les participants des plénières, des conférences et des ateliers. Et parmi eux, un merci particulier à mon ami président Claude Bartolone. Et un grand merci aux syndicalistes, à nos alliés de gauche et de l'écologie. Applaudissons, bien enten-

du, pour son travail, le président de l'Université, David Assouline. Vous me permettez un petit signe à Bruno Le Roux, Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et à Didier Guillaume, son homologue du Sénat. Je tiens également à vous saluer tous ici présents. Nous sommes près de 4 000 et nous avons battu tous nos records de participation. J'ai une petite idée à quoi cela est dû... Merci à vous tous, car vous avez tous contribué, par votre participation, par vos interrogations, à rendre cette Université vivante et captivante. Ce succès, c'est le vôtre.

Je tiens pour finir à remercier amicalement les studieux ministres qui ont participé à nos travaux. Saluer les nouveaux ministres et les anciens. Bon courage aux premiers ! Et bienvenue à la maison pour les seconds !

Dans quelques instants, le Premier ministre va prendre la parole. Cher Manuel, tu l'as compris, le seul avantage d'être Premier ministre c'est de marcher en premier, devant. Ce qui peut être exaltant mais également très exigeant.

Mes chers amis, j'ai aussi certaines choses à vous dire aujourd'hui. C'est ainsi en politique, il faut dire les choses.

N'est-ce pas le principal enseignement de Jean Jaurès ? Dire les choses pour agir sur les choses. Dire que ceux qui vivent de peu sont de plus en plus nombreux, qu'il y a 14% de pauvres dans notre pays, des personnes qui vivent avec moins de 978 euros par mois. Dire qu'avec la crise, quand on entre en pauvreté, on y reste. Dire que le précaire avance à grands pas : exclusion, inégalités, chômage. Dire que la capacité industrielle de notre pays a dramatiquement décliné. Dire également que les xénophobes et les extrémistes se sentent pousser des ailes et se targuent d'attendre leur heure. Dire que les crispations identitaires et religieuses sont en train de ronger notre République. Dire enfin, que la droite veut revenir avec un programme thatcherien d'une violence inouïe contre notre modèle social. Dire que le monde est dans un désordre rarement connu, que le terrorisme et la guerre sont à nos portes.

Nommer cela, dire cela, c'est la mission première d'un parti comme le nôtre. Dire cela et ne pas vouloir s'en accommoder, c'est dans notre nature de militants. Oui, nous, socialistes, nous sommes ainsi faits : nous sommes de permanents insatisfaits. Et nous avons

raison ! Car, quand on est au Parti socialiste, le monde, il faut vouloir le changer. Sinon, il faut changer de parti !

Oui, mes chers amis, mes chers camarades, dire les choses. Dire qu'il faut réformer pour pouvoir remédier aux inégalités de toute nature et aux insécurités de toute sorte. Dire que c'est à cette réalité que les gouvernements et le Président se sont attaqués, dans les pires conditions de déficits et avec des retards de toutes sortes : industriels, éducatifs, sanitaires, sociaux. Avec ce message de la campagne des élections présidentielles de 2012 : « *Pour répartir il faut produire. Pour redistribuer il faut créer. Pour progresser il faut innover* » comme l'expliquait François Hollande. Dire que notre pays est en voie de redressement mais pas à un rythme suffisamment rapide. Dire que notre pays fait des efforts, mais que l'Europe n'est pas au rendez-vous et se refuse de lutter contre la déflation qui vient. Dire que tout le monde doit participer aux efforts de redressement, surtout les fortunés. Dire que si notre pays a du mal à se faire au changement, il aura encore plus de mal à se faire au déclassé. Dire, au fond, que nous sommes dans l'histoire, que nous la faisons et qu'elle nous jugera.

Mes chers amis, dire les choses de façon bien ordonnée, comme la charité, cela commence par soi-même. Alors, disons-nous les choses, comme j'aime le faire : calmement mais clairement. Nous sortons d'une terrible défaite. Cette défaite il faut en comprendre les raisons pour la surmonter. Jamais, durant les quarante dernières années nous n'avons été autant secoués sur nos bases. Vous savez, il y a beaucoup de camarades qui auraient aimé être en responsabilité avec nous à La Rochelle. Nous pensons à eux aujourd'hui. Et nous mettons en place avec la FNESR des outils de reconversion et de formation, en attendant les prochaines échéances. Oui, nous sommes très fortement secoués sur nos bases municipales mais également, disons-le, sur nos bases militantes. Nos concitoyens, même s'ils ne sont pas foncièrement hostiles, ne votent plus pour nous. Cette persistante désaffection est un terrible choc. Comment en sommes-nous arrivés là ? Il y a de nombreuses explications. J'en prendrai quelques unes.

Comment ne pas évoquer tout d'abord le fléau des fléaux, le chômage de masse. Tout vient de là, tout s'explique par cela. Il a surdéterminé le cadre de notre action. Il y a ensuite une tendance lourde, qui a été aussi invisible à l'œil nu qu'efficace

à long terme : la bataille du cadrage culturel dans notre pays. Cette bataille nous l'avons perdue. Cela, bien avant d'arriver au pouvoir. Et cette tendance est continentale. Le principe d'égalité qui structurait les débats politiques a laissé peu à peu la place au principe d'identité. De fait, la société française se fragmente, se fracture et se fragilise. La question sociale semble s'effacer derrière la question de l'identité, faisant la part belle à l'économisme qui écrase tout. De fait, le vivre-ensemble vacille, la haine triomphe.

**« NOUS SOMMES DEVANT
UN DÉFI HISTORIQUE :
CHANGER LA GAUCHE
POUR REDRESSER LA
FRANCE »**

Le vivre-ensemble, on l'écorne, on l'évite, on l'esquive. La haine, on l'assume, on l'affiche, on l'assène. Cette première bataille des idées semble aujourd'hui perdue. A nous de nous rassembler pour relever le gant. A nous de travailler pour redonner du sens. Oui nous sommes devant un défi historique : changer la gauche pour redresser la France. Redresser la gauche pour changer la France. Oui, mes chers camarades, la gauche est belle quand elle ne renonce pas à son héritage. Mais, elle est grande quand elle le fait fructifier dans les situations nouvelles. La gauche c'est toujours la transformation, la gauche c'est toujours la modernisation. Mais, toujours sans le reniement. C'est cela la véritable fidélité à son dessein. Oui, il s'agit de transformer la France sans renier la gauche !

Mes amis, mes camarades, peuple de gauche, notre défaite ne s'explique pas uniquement par cette lente érosion du progressisme. Nous avons également sous-estimé le bilan catastrophique de la droite et, surtout, nous avons eu tort de ne pas avoir communiqué aux Françaises et aux Français l'étendue des dégâts. 500 milliards, oui 500 milliards de dette supplémentaire c'est le vrai bilan du quinquennat Sarkozy ! L'hyper-président nous a légué une hyper-dette ! Voilà la vérité !

Nous ne l'avons pas assez dit lors de notre arrivée aux responsabilités. C'est tout à notre honneur. Nous ne voulions pas d'excuses, mais nous voilà condamnés aux exploits. Et pour tenir nos promesses, nous voilà obligés de faire des prouesses. Ne pas avoir dit cette vérité nous a conduit à apparaître comme

une sorte de continuité. Nous aurions dû dire que la situation de départ était plus grave qu'escompté. Nous aurions dû dire la vérité. Dire les choses, encore et toujours... Mais, croyez-moi, il n'est pas encore trop tard !

Une autre explication que je veux évoquer, c'est d'avoir sous-estimé nos ennemis et la portée de leur métamorphose. Droite et extrême droite ont opéré une jonction dans la rue, au moment du mariage pour tous, avec une virulence sans pareil. Abattre le Parti socialiste, c'est toujours le cri de guerre de ceux qui veulent abattre la gauche. Même s'il faut pour le faire provoquer le chaos et l'échec de la France. Tout plutôt que les socialistes. La haine des socialistes existe et elle est bien vivante. Elle s'est manifestée cette semaine encore contre la nouvelle ministre de l'Éducation. Et, ce n'est pas à cause de l'abécédaire de l'égalité. Non, c'est parce que la ministre s'appelle Najat Vallaud-Belkacem. Et chez ces gens-là, quand on porte ce nom, on ne peut pas s'occuper de l'éducation des enfants de la nation. Certains pourraient s'interroger sur la raison de cette violence verbale inouïe. Mais, chers camarades, c'est toujours ainsi quand la gauche est au pouvoir : les critiques deviennent plus virulentes parce que la droite nous juge illégitime. Nous en avons eu ces derniers jours une illustration limpide. Alain Juppé qui, paraît-il, pourrait « sauver la France », sauve-qui-peut... Oui, Alain Juppé, mes chers camarades, veut pousser à la dissolution de l'Assemblée nationale. C'est ainsi, dès que Monsieur Juppé parle politique, il pense à la dissolution. C'est son péché mignon... Il veut, comme la droite, la dissolution, non pas pour appliquer un programme mais pour en finir avec le « pouvoir socialiste » comme ils disent. La crise de régime et pourquoi pas la rue, plutôt que le redressement de la France. Cette attitude anti-démocratique, alors que le Front national rode autour du pouvoir, est irresponsable, intolérable et inacceptable. Les mêmes qui se réclament du général de Gaulle, du caractère immuable des institutions de la République, qui font la leçon aux jeunes des quartiers sur la nécessité de respecter le droit et la loi, ceux-là mêmes sont prêts, pour se partager le pouvoir, à faire le lit de l'anarchie, à se comporter comme des factieux. Permettant ainsi à Marine Le Pen de se dédramatiser à bon compte, et de se déclarer prête, elle, pour la cohabitation. Honte à eux ! C'est cette Marine Le Pen, dont le ressort xénophobe n'est plus à démontrer, qui vient de déclarer – écoutez mes chers camarades – que « *l'immigration est un danger sanitaire* ». Oui, madame Le Pen utilise une métaphore directement issue des années

1930. Pour madame Le Pen la haine est immortelle et éternelle. Honte à elle ! Chers amis, chers camarades, La gauche en France ne va pas de soi. Fille aimée des trois glorieuses 1789, 1848, 1871, elle ne fit qu'une fois consensus – et à quel prix – avec le Conseil national de la Résistance. Pour la droite et les classes dominantes, « elle n'arrive au pouvoir que par effraction ». Sa volonté d'égalité, sa soif de liberté et sa fraternité laïque, même édulcorées, même entravées par les contraintes, sont toujours insupportables pour les possédants, les âmes mortes et les rentiers.

Mais, ce rejet féroce des classes dominantes, est-il le seul facteur explicatif de cette interrogation insistante sur la disparition de la gauche qui agite nos rangs ? Non, bien entendu, au-delà, il y a un doute existentiel des citoyens concernant le projet et la promesse de la gauche. La gauche est en danger de dilution car elle a cessé de penser son progressisme, le laissant flotter entre une religion de la technique et un frieux esprit de précaution. Elle a négligé le drapeau de la liberté face à toutes les aliénations produites par la société de consommation et son individualisme maladif. Elle n'a pas su tracer le chemin d'une nouvelle République porteuse de l'intérêt général. Et son universalisme s'est dissout dans l'europhobie du « malgré tout ». Elle a sous-estimé les effets de la désindustrialisation, l'affaiblissement du lien social, l'effondrement de la solidarité. Voilà où est le danger : une gauche vide de sens, une gauche vidée d'espoir, une gauche émietlée.

Ma conviction, ma certitude, c'est que si nous ne nous réinventons pas, nous vivrons d'autres épisodes de crise, d'autres convulsions. Au-delà du débat économique – j'y reviendrai – il faut un fil à plomb pour servir l'action. Il faut voir loin pour pouvoir agir au jour le jour. Sinon le socialisme sera une marque dont on n'attendra même pas la démarque. Je vous le dis : je ne laisserai pas faire ! Le Parti socialiste doit tout à la fois refonder le progressisme, rester un parti de débat et réussir au gouvernement. Je serai le garant des trois. Garant donc de l'écoute et du respect, loin de la pensée-slogan. Car si je crois à l'esprit critique, je me méfie de la critique qui devient l'esprit. Mes chers amis, nous allons nous relever. Nous allons avancer, nous allons préparer les reconquêtes, nous allons réussir. Alors, comment faire ? Eh bien, il nous faut d'emblée corriger une dernière lacune : ne pas avoir compris que le changement devait commencer par nous-mêmes.

C'est la raison pour laquelle j'ai décidé d'organiser les États généraux des socialistes : pour réécrire notre carte d'identité. Notre congrès, il aura lieu. Sa date sera décidée dès que le calendrier électoral sera éclairci. Nous déciderons ensemble, dans le cadre d'une commission rassemblant toutes les sensibilités, non seulement de la date mais aussi du contenu du congrès. Par exemple, il me semble, au vu de la crise que nous traversons, qu'il est impossible que le Parti socialiste n'aborde pas la crise de la V^e République et les moyens d'y remédier. Si vous le voulez, nous le ferons. Je pense qu'il faut le faire. Je pense qu'il faut prolonger la réflexion de notre parti sur la question. Une réflexion engagée par Martine Aubry, que je salue ici très chaleureusement. Une réflexion dans le cadre d'un forum, que tu avais animé à l'époque, mon cher Manuel, en tant que rapporteur. Alors continuons ensemble cette réflexion sur les institutions d'une V^e République qui a fait son temps dans ce mode de fonctionnement.

En attendant, le Parti socialiste doit refonder un nouveau progressisme. Oui, rien de moins ! Le progressisme des temps modernes ! Lors de la première réunion du comité de pilotage des États généraux animée par Guillaume Bachelay, Marie-Noëlle Liemann a parfaitement résumé la raison de ces États généraux. Elle nous a dit : « Il faut partir des nouveaux bouleversements du monde ». C'est exactement cela. Pour domestiquer ce nouveau monde, il nous faut affronter les grands bouleversements : la déstabilisation du monde géopolitique, les effets de la révolution technologique sur notre modèle de production et, par voie de conséquence, sur notre modèle de société, et, enfin, la décomposition de notre système politique.

Il faut dans ces tempêtes affronter les événements avec lucidité et courage, avec comme boussole le fait que l'issue dépendra de ce que nous ferons. Et l'issue c'est, soit la démocratie renforcée avec un Etat social renouvelé, soit l'oligarchie aux accents national-populistes avec la barbarie à la périphérie.

Oui, cette grande déstabilisation qui s'opère est une immense transition, pendant laquelle le « mort saisit le vif ». Dans ce contexte, il faut avoir des idées claires et des principes simples. Nous vivons en effet un moment historique. Regardez autour de vous ! Observez cette immense transition ! En vingt ans nous avons vu la fin de la domination du monde occidental, l'effondrement de l'URSS, la crise du leadership des États-Unis, la crise majeure du sys-

tème financier, les délocalisations, la concurrence industrielle des pays émergents et l'urgence écologique. Et puis il y a le terrorisme des enragés du Jihad, donnée non marginale, phénomène géopolitique qui va percuter les sociétés occidentales et deviendra aussi une donnée centrale de leur politique.

**« MA CONVICTON,
MA CERTITUDE, C'EST
QUE SI NOUS NE NOUS
RÉINVENTONS PAS, NOUS
VIVRONS D'AUTRES
ÉPISODES DE CRISE »**

La crise sociale, elle, est partout. Observez les émeutes de Sao Paulo, celles d'Ankara, les manifestations de Porto et de Madrid ou d'Athènes, ou celles d'Argentine. Ou encore les émeutes de Ferguson en Virginie aux cris de « don't shoot » ! Toutes ces convulsions nous disent que ce monde est malade, malade d'un système trop riche à un pôle et trop pauvre à un autre. Un monde dans lequel le marché est une force qui va, mais une force qui ne sait pas où elle va, pour paraphraser Lionel Jospin. Dans ce moment historique où les États-Unis se tournent vers le pacifique, l'Europe doit avoir une stratégie globale de paix et de croissance notamment dans le bassin méditerranéen aujourd'hui à feu et à sang. Qu'il me soit permis à cette étape de rendre hommage au président de la République et au ministre des Affaires Étrangères, Laurent Fabius, qui auront été présents, faisant entendre la voix de la France dans tous les conflits méditerranéens, ainsi qu'au Mali et en Centrafrique. L'Europe ? L'Europe est en jeu à travers tous ces conflits et doit le reconnaître : c'est la France qui la porte. Si l'Allemagne porte son économie, la France porte son esprit.

Sur notre continent, la guerre est là aussi. En Ukraine, où la guerre civile plonge la population dans l'horreur. L'Ukraine, immense pays à la tête européenne et au cœur russe, trait d'union entre deux blocs qui ne doivent pas se faire face. L'Ukraine qui fut pour Léon Tolstoï, l'observatoire de ses premiers écrits et qui, surtout, lui inspira « Guerre et Paix ». Ce livre que tous les élèves russes lisent à l'école. Ce qui explique, en partie, le sentiment russe pour l'Ukraine et l'utilisation intérieure que Vladimir Poutine en fait après son élection contestée. Mais l'Ukraine tout de même ! C'est la guerre en Europe ! Une Europe qui peine à parler d'une seule voix. Il lui faut tracer « sa » voie dans ce conflit.

L'Europe. L'Europe, mes chers camarades, n'est pas pour nous, socialistes, un lapsus de l'Histoire. Parce que l'Europe allie liberté et solidarité, qu'elle est aujourd'hui l'espace de l'éducation pour tous, un modèle avec une protection sociale, un système de santé et des services publics. Nous savons que ce modèle est ébranlé et que de nombreuses voix en Europe veulent le liquider. Mais, la marque de la civilisation européenne c'est cet état social là ! Cet espace, nous voulons le refonder pour le sauver. Tout le monde sait, même les plus à gauche d'entre nous, qu'il ne peut exister comme au XIX^e siècle. Mais aucun d'entre nous, aucun, ne veut le voir disparaître ! Le réformer c'est possible, le liquider, jamais ! Nous avons, contrairement aux conservateurs anglais, une haute idée de l'Europe. Si nous refusons un grand marché, c'est parce que nous voulons une grande société.

Au cœur de ce pacte il y a l'axe franco-allemand. Les relations entre la Chancelière Angela Merkel et le Président François Hollande sont les meilleures possibles dans le cadre des contraintes de nos deux grandes nations. Mais, mes amis, mes camarades, je vous le dis, depuis quelques temps, l'Allemagne, ou plutôt les conservateurs allemands, nous parlent mal. Je le dis d'autant plus clairement que jamais, en France, on oserait parler de cette façon de l'Allemagne. Jamais, nous ne nous sommes dérobés à l'amitié. C'est la France qui a tendu la main à Adenauer après 1945 comme le rappelle l'ancien chancelier Helmut Schmidt. Qui ajoute, que, sans cela, il n'y aurait pas de puissance allemande. C'est la France qui a accepté le franc fort pour donner à l'Allemagne les moyens financiers de faire sa réunification après la chute du Mur. C'est la France toujours, en 2003, qui avait accepté que, pour financer les réformes Schröder, l'Allemagne laisse filer ses déficits, et ce bien au-delà des 4%. C'est pourquoi, nous sommes blessés que l'Allemagne mette en cause les efforts actuels des Français pour se réformer. Madame Merkel, cette semaine, a exigé de la France – je cite – des « véritables réformes structurelles ». Mais ces propos sont vé-ri-table-ment inamicaux ! On ne parle pas comme cela à la France ! On ne parle pas comme cela à ses amis français. La France est un pays qui se réforme comme jamais depuis trente ans et avec un prix électoral élevé pour nous socialistes.

Nos camarades allemands du SPD ont conscience de l'importance de cette amitié indispensable pour l'Europe. Sigmar Gabriel, mon homologue alle-

mand, a tenu à affirmer sans ambiguïté la force nos liens fraternels. Je l'ai eu hier au téléphone après la réunion des sociaux-démocrates européens autour du Président François Hollande. Il m'a dit : « *Dis aux socialistes français toute notre amitié et tout notre soutien sur le chemin de vos réformes !* »

**« NOUS SOMMES
BLESSÉS QUE
L'ALLEMAGNE METTE
EN CAUSE LES EFFORTS
ACTUELS DES FRANÇAIS
POUR SE RÉFORMER »**

Oui, mon cher Sigmar, nous sommes amis : « *Wir sind Freunde !* »

Voilà pourquoi, lorsque nous exerçons notre rôle d'« alerte économique » sur la récession, on ne peut pas nous répondre par une fin de non-recevoir. La France ne veut pas dans ce débat une liberté pour elle-même, elle veut un espoir pour l'Europe.

Nous sommes d'autant plus surpris et blessés du ton actuel employé par la droite allemande, que personne, même pas l'Allemagne, ne peut être satisfait des résultats économiques de l'Europe. Mais, je ne suis pas pour autant un tenant de la confrontation. Je ne suggère pas au Président de taper du point sur la table. Encore que, si certains le souhaitent, pour que le Président puisse le faire, il ne vaudrait mieux pas l'affaiblir...

Je ne suis pas pour la confrontation mais pour la coalition. Parce que c'est comme cela que ça marche en Europe. Mais, mes amis, il faut dire aussi que la diplomatie a ses limites et qu'il faut faire intervenir les peuples. Ne serait-ce pas là le chemin du rassemblement des gauches européennes et des écologistes, des intellectuels et des producteurs, pour lancer un vaste mouvement ? Un mouvement dont la jeunesse serait l'avant-garde et qui dirait haut et fort que nous voulons la croissance, que nous voulons la relance parce que là l'immobilisme conduit l'Europe à la ruine. Je prendrai des initiatives en ce sens parce que la situation l'exige.

Mes amis, mes chers camarades, en Allemagne, la croissance stagne. Les investissements et la consommation sont en baisse. Quant aux excédents excessifs, comme on dit pudiquement à Bruxelles, ils ne sont pas distribués aux citoyens Allemands. En Italie, malgré la « Renzimana », l'économie dévisse. En Espagne, les chiffres du commerce extérieur n'améliorent pas la situation

générale. Quant à l'Angleterre dont on nous rabat les oreilles, c'est 3 % de croissance mais pour rattraper un plongeon de 7 % et ceci au prix d'une casse sociale sans précédent.

Le fléchissement des prix ce mois-ci, leur niveau historiquement bas, la croissance anémique, la demande faible, l'euro fort : tout démontre que la « japonisation » de l'économie européenne est en marche. C'est un fait, le risque de déflation est là. On trouve que ce diagnostic peut faire peur. On préfère évoquer la faible inflation dont le FMI dit qu'elle devrait aller jusqu'à 4%. Peu importe les termes, cette situation qui interpelle déjà la banque centrale et même la banque fédérale allemande doit provoquer le débat en Europe. Sinon, on va finir par se demander si le discours sur les réformes structurelles n'est pas le paravent du rentier.

Mes amis, mes chers camarades, Il faut se réformer, le faire avec lucidité, mesurer les efforts et les effets. A ce sujet, n'ayant pas pratiqué la macro-économie dans mes vertes années - j'étais occupé à autre chose - j'ai dû y venir sur le tard. Aujourd'hui, le débat sur l'offre et la demande m'inspire plusieurs remarques. D'abord, je ne crois pas au socialisme de l'offre pas plus qu'à celui de la demande. Il s'agit de techniques économiques au service de la croissance. Ensuite, ce sont davantage des mots de techniciens plutôt que ceux des citoyens. Ne confondons pas économie et économisme. Employons les mots de la réalité : la reprise, les salariés, les entreprises, l'investissement, le pouvoir d'achat, les exportations... Et puis ne découpons pas l'économie en tranches. La BPI, le CICE, les emplois aidés, les baisses d'impôts pour les ménages modestes, ces éléments forment un tout contribuant à la sortie de crise. Sur le fond, il faut établir des diagnostics précis. L'économie française souffre d'un grand manque de compétitivité depuis les années Jospin. En témoignent le déficit de la balance commerciale et la désindustrialisation. Tandis que la zone euro est plombée par une relance insuffisante, et la voilà maintenant menacée par la déflation. Il a pu arriver au Parti socialiste dans son histoire de pratiquer le ni-ni. Le moment n'est plus au ni-ni. Il n'est pas non plus au mi-mi - mi-figue, mi-raisin - non, mes chers amis, le moment est au et-et : et investissement en France, et assouplissement en Europe, en matière de règles budgétaires, monétaires et commerciales.

Oui, nous réformons la France ! Oui, nous agissons ! Nous le faisons dans le deuxième grand bouleversement qui oblige à notre reformulation, celui des

effets de la révolution technologique sur l'univers productif. Il y a, là aussi, un nouveau monde qui émerge. La cartographie de l'ADN, l'intime connaissance du cerveau, les nanotechnologies, la fabrication en trois dimensions, le big data, la révolution robotique, les objets et les tissus intelligents, la révolution de l'immatériel de la communication, les changements dans la manière de nourrir la planète et de la soigner à distance. Nous savons, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, que l'Homme va agir directement sur l'Homme et tenter de protéger la biodiversité, le climat, en un mot, la planète.

Nous savons aussi que cette nouvelle vague technologique aura des effets considérables sur l'organisation sociale. Et donc la question qui est posée c'est comment nos acquis civilisationnels peuvent perdurer dans ce nouvel écosystème. Comment ils doivent s'adapter pour continuer à exister. Voilà pourquoi nous voulons inventer un nouveau progressisme qui rompra avec la religion de la technique et la friolosite d'une précaution archaïque. Pour cela il faut mettre au cœur du progrès la politique.

Chers amis, chers camarades, Tous ces bouleversements se déroulent dans un contexte politique précis. Il faut bien comprendre ce moment politique. Car se tromper de temps en politique c'est bien plus grave qu'en grammaire. Notre monde politique connaît aussi de grands bouleversements. Quels sont-ils ? La gauche est en très mauvaise posture. Notre paysage politique s'est considérablement modifié. La V^e République c'était le bipartisme. D'abord entre les gaullistes et les communistes assurant aux premiers une rente de situation. Tout le génie stratégique de François Mitterrand fut de vouloir supplanter les communistes dans la guerre froide pour imposer la crédibilité de l'alternance. Depuis, nous avons vécu dans un système d'alternance critiquable sauf pour ceux qui en tiraient l'usufruit. Aujourd'hui, nous assistons à la déstabilisation de ce bipartisme et à l'apparition d'un tripartisme ou d'un « tricampisme » de fait. Cette déstabilisation du bipartisme est intervenue en trois temps.

D'abord l'élimination du Parti socialiste lors de toutes les élections partielles. Et ceci bien avant notre débat économique. Ensuite un recul historique de toute la gauche : critique, contestataire, écologiste ou réformiste. Il faut y ajouter les difficultés de mobilisation des partis, des syndicats et des associations de gauche. Enfin, la déroute historique aux élections municipales et

européennes où le Parti socialiste mais aussi le Front de gauche, les radicaux, les chevènementistes reculent. Dans le même temps le Front national s'installe dans les collectivités. Le Front national sur fond de xénophobie, nous l'avons évoqué, a toujours muté : tour à tour corporatiste-libéral-national-social. Aujourd'hui, il se présente sous le déguisement du souverainisme. Il en prend toute la panoplie : laïc, gaulliste, national, républicain voire contestataire de gauche ou populiste. Si les Français ne veulent pas de la xénophobie au pouvoir, ils n'ont pas essayé la sortie de l'Europe. Et précisément le national populisme surfe sur cette réponse unique à tous les maux.

**« NICOLAS SARKOZY VA
REVENIR. IL EST DÉJÀ
DE RETOUR. IL EST LÀ.
IL SE VEUT SANS PASSÉ
NI PROGRAMME. IL SE
RÉSUME À LUI-MÊME »**

Il n'est pas impossible que le Front national s'impose dans des régions lors du prochain scrutin, qu'il soit au deuxième tour de l'élection présidentielle. Et là, tout est possible ! Tout est possible ! Et en cela, le moment aussi est historique ! Dans l'époque que nous vivons, il n'y a pas d'horizon indépassable. Les démocraties minées par une décennie de crises ne sont pas, à ce point, solides. C'est pour cela que j'ai pu dire qu'il régnait sur la gauche un climat juin 1940. Ce n'est pas la « drôle de guerre » mais la « drôle de crise » où tout le monde ne prend pas la mesure du drame qui vient.

La rupture du front républicain voulue par l'UMP sera, dans ce contexte, lourde de conséquences. La haine de ce camp pour le nôtre, le peu d'enthousiasme des nôtres pour le leur, surtout si c'est Nicolas Sarkozy qui le dirige, tout cela crée une conjoncture dramatiquement dangereuse. D'autant que l'UMP est en voie de décomposition. Sa colonne vertébrale fut brisée lors de son dernier congrès où la synthèse ne fut jamais faite. Nicolas Sarkozy n'a pas été pour rien dans l'état de l'UMP. Refusant tout bilan, soufflant sur les braises de l'antisocialisme - instillant qu'il n'a été battu que par la crise - spéculant sur le Front national - jouant dans son camp les uns contre les autres et tentant par tous les biais d'abaisser le rôle du président.

Nicolas Sarkozy va revenir. Il est déjà de retour. Il est là. Il se veut sans passé ni programme. Il se résume à lui-même. Il croit que la conjoncture est bona-

partiste. Il espère un appel du peuple. Plus prosaïquement, il utilise les affaires pour revenir et revient pour faire taire les affaires. Le peuple étant dur d'oreille à son égard - on le comprend - il se contentera d'une UMP dont plus aucun dirigeant ne veut. Mais, mes chers camarades, la conjoncture n'est pas bonapartiste. La France n'espère pas un retour de Sarkozy.

La droite économique est divisée. La mondialisation l'a séparé. La finance l'a fractionné. La droite politique est radicalisée. La droite parlementaire ne sait comment s'organiser. Voilà pourquoi mes chers amis, il n'y a pas de base pour le bonapartisme et encore moins pour le retour de Sarkozy. Mais, il y a une base pour que le national-populisme s'impose dans ce paysage éclaté. Et l'erreur historique de la droite parlementaire est de lui avoir pavé le chemin.

La gauche est donc prévenue. Elle doit s'unir. Car si la droite revenait elle serait thatcherienne. Ni thatcherisme, ni national-populisme. Tel peut être, tel sera, le mot d'ordre de toute la gauche. Mais, si on croit, comme le font certains, que l'ennemi est d'abord à Gauche, alors les conditions de la dégradation seront réunies, puis viendra la scission et à terme, la marginalisation. Voilà pourquoi il faut donc se hisser au-dessus des rancoeurs, de l'amertume et des querelles subalternes. Voilà pourquoi il nous faut un nouveau progressisme.

Malgré les contraintes de l'action, il nous faut repenser la gauche des temps nouveaux. C'est le sens des Etats généraux du Parti socialiste. Alors oui, réinventons-nous, car la période actuelle l'exige. Le congrès d'Epinay a épuisé sa force propulsive. Il nous faut fonder une nouvelle stratégie. Avouons-le, jusqu'à peu, c'était bien souvent le rassemblement avant la doctrine. Il nous faut aujourd'hui la doctrine pour permettre le rassemblement.

Cette doctrine ce sera le nouveau progressisme et je vous le dis : le nouveau progressisme ce n'est pas le social-libéralisme. Celui-ci n'est ni dans notre vocabulaire, ni dans notre tradition. Ce concept hérité du blairisme que Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli et François Hollande avaient combattu en leur temps, cette orientation du nouveau centre, dépolitisant l'économie, a été abandonné dans toute la social-démocratie sous l'impact de la crise. Et à titre personnel, j'ajouterai que le blairisme a une tache indélébile sur son drapeau : le mensonge irakien.

Mes amis, mes camarades, nous sommes des socialistes, à la pratique social-démocrate. D'une gauche de

gauche. A la française. Profondément républicain, clairement décentralisateur, foncièrement modernisateur. Voilà notre socle commun. Mais il nous manque le dessein d'une autre société. Oui, il nous faut retrouver le chemin des utopies de l'émancipation vis-à-vis de toutes les aliénations, le chemin de l'égalité réelle, le chemin de l'écologie sociale. Et puis, une fois que nous aurons redéfini ce que nous sommes, il faudra bâtir une alliance, une alliance progressiste.

Chers amis, chers camarades,
La dépolitisation touche à sa fin. Même les plus brillants analystes concèdent que les enjeux sont plus macropolitiques que macroéconomiques. Pas d'ambiguïté, le nouveau progressisme est de gauche. Une gauche de gauche. Un pragmatisme vertébré par des principes. Des principes corrigés par la pratique. Le but ? Produire des effets sur le réel, au service des idées de progrès et de justice. Ne nous laissons pas, nous les socialistes, embrigader par les réflexes passés, ne succombons pas à la tentation des postures. Il nous faut agir. Oui, agir ! C'est la seule façon de tester nos idées : les confronter au réel, voir comment il réagit à leur contact et adapter ces idées en fonction. Se servir des réponses du réel pour mieux le cerner et donc au final mieux l'orienter dans le sens de nos valeurs. Oui, agir pour réussir !

Le nouveau progressisme vise l'avènement d'une société décente, du

bien-être ou du bien vivre, on choisira ! C'est le renouveau républicain jusqu'au bout. Nous le faisons... pour la nouvelle France ! Une France porteuse de principes, fière de son universalisme. Une France qui retrouve toute sa capacité industrielle ! Une France qui retrouve toute sa place en Europe : la première ! Une France qui prospère et qui espère ! Une France modèle dans le monde, une France qui modèle le monde ! Sans prétention mais sans lâcheté. Nous voulons, pour paraphraser Romain Gary « faire de la France un pays où il est interdit de désespérer ».

Oui, le nouveau progressisme veut la France jusqu'au bout : une France facteur d'ordre, de progrès et de justice ! Cette France il faut la ressourcer, oui – tenez – il faut la « réinventer » aussi. Car il n'y a pas de France éternelle. Il n'y a qu'une France qui se réinvente éternellement !

Il est temps pour moi de conclure. Mes chers amis, nous, socialistes, nous avons tant à offrir. Pour cela il nous faut beaucoup reconstruire. Mieux : nous avons tout à reconstruire ! Notre identité, notre doctrine, notre organisation, notre stratégie. En somme, notre destin.

Pour cela nous avons besoin d'être unis et fiers aussi. Oui, soyons fiers d'être socialistes ! Moi, je suis fier d'être socialiste ! Oui, j'aime le Parti socialiste ! Parce qu'il est le bien de ceux qui vivent de peu !

J'aime le Parti socialiste ! Parce qu'il est l'étendard de ceux qui croient dans le progrès et la fraternité !

Soyons fiers d'être socialistes ! Et surtout, n'ayons pas peur de l'inconnu, car le renouveau se loge souvent dans ses replis. Sachons reconnaître et sachons saisir l'urgence du renouveau. Le renouveau c'est l'avenir ! Le renouveau c'est la vie !

Mes chers amis, le réel n'a mis aucun terme à nos espérances de progrès. Retrouvons cet optimisme et cette audace propres aux socialistes ! Nous socialistes, nous croyons foncièrement et passionnément dans l'égalité, dans la laïcité, dans la justice. Mais, ces croyances seront de peu d'utilité si nous ne réapprenons pas à croire en nous-mêmes !

Alors socialistes ! Expérimentons avec l'avenir ! Tutoyons le destin ! Le socialisme est encore adolescent alors incarnons-le avec entrain dans ce nouveau monde ! Les Français nous regardent ! Tournons-nous vers eux ! Sortons de notre bulle, sortons de l'entre-soi ! Ouvrons grand les portes et les fenêtres ! L'avenir, comme toujours, nous appelle ! Oui, comme jamais : réinventons-nous !

Vive le socialisme, vive la République et vive la gauche.





« Respectons-nous, et nous serons plus forts »

Cher Jean-Christophe, chère Laura, cher David, chers amis et chers camarades, il y a deux jours de cela, avec un certain nombre d'entre vous, j'ai ressenti une très vive émotion personnelle ; je veux la partager avec vous, quelques instants uniquement. J'étais dans les Pyrénées-Orientales, dans le joli village de Millas, aux traits si catalans. La foule était importante, émue, silencieuse, rassemblée. Nous étions là pour un dernier au revoir à notre camarade Christian Bourquin, président de la Région Languedoc-Roussillon.

A tour de rôle, nous nous sommes exprimés. Je l'ai fait au nom du gouvernement, et j'ai écouté les messages, les discours si personnels, si fraternels, si touchants, de mon ami Jean-Claude Gayssot et de nombreuses personnalités du département et de la région. Nous étions tous rassemblés. Bien sûr il y avait des élus de tous bords, mais c'était d'abord le rassemblement de la gauche : tous rassemblés, telle une famille, dans le souvenir d'un militant, d'un élu, d'un homme de gauche engagé au service de la collectivité. Beaucoup parfois nous avait séparés les uns et les autres, mais là nous ressentions fondamentalement ce qui nous unissait. Et si je vous parle de cela, c'est parce

que s'est imposée à moi, et à nous, dans ce moment-là, dans cette cérémonie si républicaine, si laïque, une évidence que je voulais vous transmettre : ce qui fait une famille, c'est une histoire partagée, c'est la force des liens, c'est la capacité à se rassembler, car ce qui nous unit doit être plus fort que nos différences. C'est aussi la capacité à se retrouver, pour se parler, et envisager ensemble l'avenir, réinventer la gauche, réinventer la France.

Et aujourd'hui, devant vous, ici à La Rochelle, cher Jean-François, dans des circonstances très différentes bien sûr, heureusement, je ressens également une émotion, parce que je m'exprime pour la première fois en tant que Premier ministre devant ma famille politique rassemblée : élus, responsables, militants, sympathisants, Jeunes socialistes. Et je n'oublie pas mes amis du service d'ordre, et les permanents, et tous ceux qui ont permis la réalisation, cher David, de cette belle Université d'été.

Nous gouvernons ! Oui, nous gouvernons : c'est la mission que les Françaises et les Français nous ont confiée, le 6 mai 2012, en élisant François Hollande président de la République. Gou-

verner la France... Gouverner la France, c'est un immense honneur, parce que c'est d'abord un grand pays, avec une grande histoire, un peuple exigeant. Mais c'est surtout une très grande responsabilité. Elle est d'autant plus grande, et vous l'avez rappelé, que nous gouvernons dans une situation particulièrement grave, et à plusieurs titres.

D'abord, bien sûr, au regard du contexte international, avec sa succession de crises, diplomatiques, humanitaires, sanitaires, climatiques ; les tensions entre l'Ukraine et la Russie ; l'enlèvement du conflit au Proche-Orient, et le drame de Gaza ; les massacres en Syrie ; la terreur en Irak ; l'essor du virus Ebola en Afrique de l'Ouest. Jamais peut-être nous n'avions été confrontés à une telle intensité et à une telle simultanéité. Ces crises déstabilisent des pays, des régions entières, dans lesquelles la menace terroriste gronde. Et dans un monde globalisé, dans cette planète transformée en village, ces crises ont nécessairement un impact sur nos sociétés.

Gravité aussi bien sûr en raison de la crise économique : croissance en berne, chômage de masse, notamment en France, crise sociale. Et à la crise éco-

nomique et sociale, s'ajoute une autre crise, une crise moins visible, plus sournoise, plus profonde : une crise morale, une crise d'identité, une crise civique et démocratique, une crise de confiance. Car ce monde en pleine mutation fait vaciller les certitudes, les repères. Et la crise d'identité, c'est aussi une crise de nos valeurs : montée de la violence, des incivilités, de l'individualisme, des revendications communautaires. Le tissu social, associatif, syndical, politique, est profondément touché, atteint.

La gravité du moment nous intime l'ordre, collectivement, de nous hisser à la hauteur des enjeux et des responsabilités. Oui, nous gouvernons dans un monde difficile, et mon premier devoir, sous l'autorité du chef de l'État, avec les ministres – et je salue les ministres présents ici –, mon premier devoir, notre premier devoir, c'est de l'assumer avec lucidité. L'angoisse des Français est là, il y a une colère sourde, manifeste. Elle s'est manifestée dans les urnes, en faveur du populisme, de l'extrême droite, ou par l'abstention. Et bien sûr, nous en avons été les victimes, nous avons été sanctionnés lourdement.

Je comprends que beaucoup de nos compatriotes, de nos concitoyens, y compris dans nos rangs, préoccupés par la situation, doutent, s'interrogent, interpellent, formulent des propositions. Jamais sans doute nous n'avons connu une telle menace politique et démocratique, avec un Front national qui progresse, et qui aujourd'hui peut laisser penser qu'il a la crédibilité pour atteindre cet objectif. Et face à cette situation, qu'au sein du parti il y ait des interrogations, des débats, c'est normal, c'est sain, c'est utile, c'est indispensable.

J'ai le privilège et la chance de connaître Jean-Christophe Cambadélis depuis longtemps ; j'étais même peut-être au Parti socialiste avant lui. Je sais sa solidité, sa loyauté. Mais je connais aussi son exigence, et sa volonté – vous l'avez entendu – que le Parti socialiste joue pleinement son rôle : de soutien au gouvernement bien sûr, mais d'éclaireur et de défricheur de l'avenir, mais aussi pour interpellier, pour corriger. Et avec moi comme Premier ministre, sachez une chose, et une seule chose : j'aime le débat, pour y avoir participé, et je considère que le Parti socialiste a toute sa place, et doit pleinement jouer dans ce débat son rôle, bien entendu !

Mais je le dis, comme d'autres, faisons attention au choix des mots, à nos attitudes, à nos comportements, à la manière dont nous nous adressons les uns aux autres. Dans une société mar-

quée par une forme de violence, il nous appartient, dans la franchise bien sûr, avec la volonté d'aller jusqu'au bout du débat, mais d'être exemplaires. Respectons-nous ! Respectons-nous, et nous serons plus forts, alors, pour nous faire entendre des Français, et amorcer plus que jamais la reconquête !

**« LA GRAVITÉ DU
MOMENT NOUS
INTIME L'ORDRE,
COLLECTIVEMENT, DE
NOUS HISSE À LA
HAUTEUR DES ENJEUX ET
DES RESPONSABILITÉS »**

Les Français nous regardent, les Français nous observent. Et si nous ne montrons pas l'exemple, nous tous, comment pourraient-ils comprendre, retrouver confiance, avoir le sentiment que leurs efforts ont un sens ? Exigeants, oui, tous les Français le sont, et ils ont raison de l'être ! Et être aux responsabilités, ce n'est pas baisser les bras à la première difficulté. Être socialiste, ce n'est pas céder à la facilité ou à la fatalité. Et le sens de l'État, qui n'appartient pas qu'à ceux qui sont au sein de l'exécutif, mais à tous ceux et à toutes celles qui ont une responsabilité et qui soutiennent le gouvernement, le sens de l'État, quand on est ministre, parlementaire, responsable, appelle la maîtrise de soi et la maîtrise collective !

C'est ça qui doit à chaque fois nous guider ! C'est ça, répondre à l'appel du peuple ! C'est cela, être au niveau de la responsabilité que les Français nous ont donnée ! Voilà ce que nous devons être capables de faire : débattre, discuter, échanger, s'écouter, mais être à la hauteur de la responsabilité que les Français nous ont confiée ! Parce que, oui, gouverner la France, c'est une responsabilité unique ! Oui, se respecter ! Oui, être capables de s'aimer ! Oui, être capables d'aller de l'avant ! C'est ça, ce que je vous demande de faire, sans rien nier de nos débats, mais nous devons être exemplaires, et donner, oui, cette image de rassemblement autour de ceux qui ont aujourd'hui la responsabilité ! La responsabilité ! La responsabilité de gouverner ! Oui, socialistes, vous avez la chance de gouverner, alors soyons ensemble à la hauteur de la responsabilité que les Français nous ont confiée !

Chers amis, dans le monde actuel face à ces défis colossaux, nous devons agir

avec détermination et avec comme seul objectif de rendre la France plus forte, plus compétitive, plus juste. Et renforcer la France, c'est d'abord redresser son économie. Le sens du pacte de responsabilité et de solidarité annoncé par le président de la République, le 14 janvier, c'est de s'attaquer à la racine des problèmes qui rongent nos entreprises, nos PME, nos PMI, nos artisans, nos commerçants, et qui ont jeté des centaines de milliers de salariés et d'ouvriers au chômage. Depuis 10 ans, peut-être davantage, Jean-Christophe Cambadélis le rappelait, la perte de compétitivité nous affaiblit alors que la concurrence internationale ne nous fait aucun cadeau. Notre déficit commercial en est l'une des illustrations, et Jean-Christophe Cambadélis avait raison de rappeler que nous avons fait l'erreur, non pas pour ne pas assumer nos responsabilités, mais parce que dans la vie politique il y a toujours un devoir de vérité.

Et la situation de la France en 2012, son déficit public, sa dette, son déficit commercial, son chômage, ses fractures dans la société, elles étaient là. Et si d'ailleurs nous avons gagné, si on nous a donné cette responsabilité, bien sûr c'est parce que c'était difficile. Et dès l'automne 2012, le rapport Gallois posait le diagnostic sur l'état particulièrement inquiétant de la compétitivité française. Les choix qui ont été faits par le président de la République, par Jean-Marc Ayrault à qui j'adresse un salut amical et fraternel, le choix qui a été fait par le gouvernement auquel je participais, par la majorité et souvent par toute la majorité, oui c'est de répondre à ce déficit de compétitivité. La nation a donc consenti un effort sans précédent, cet effort est nécessaire, il va se mettre progressivement en œuvre. Et j'assume et nous assumons que la gauche fasse ce qui est nécessaire pour renforcer l'économie et, donc, les entreprises qui créent de la richesse et de l'emploi. Et nous le faisons dans le dialogue.

Est-ce que vous vous rendez compte, pour quelques-uns, que mettre en cause l'idée même qu'il faut renforcer les entreprises pour créer de la richesse et de l'emploi, qu'il y ait même quelques sifflets sur l'idée qu'on soutienne les entreprises pour créer la richesse et l'emploi, quel message adressez-vous aux Français, quel message adressez-vous aux Français ? Ce n'est pas possible mes chers amis, et je demande aux socialistes – pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté – de se lever et de dire oui, que cette politique est nécessaire pour redresser notre économie, pour redresser notre industrie. Et nous le faisons dans le dialogue en associant

les syndicats aux réformes conduites, et nous sommes vigilants, exigeants sur les engagements qui ont été pris. Oui, la nation a consenti un effort nécessaire, et c'est donc maintenant – je le dis et je le répète – aux chefs d'entreprise parce que nous sommes en train de créer un climat de confiance, de faire preuve de patriotisme économique sur les salaires, en embauchant, en formant, en investissant. Quand la nation consent un tel effort, chacun doit être à la hauteur de ses responsabilités. Le réarmement industriel est un combat essentiel, parce que l'industrie c'est un moteur pour le développement de notre pays, pour sa force. Depuis 2 ans, pas depuis 5 mois, depuis 2 ans nous avons agi sans relâche pour arrêter ce drame national qu'est l'hémorragie des emplois industriels. Et nous nous mobilisons pour développer nos filières prometteuses, notamment la transition énergétique, le numérique, les biotechnologies qui sont autant d'atouts stratégiques pour notre pays et qui sont au cœur de la compétition internationale.

**« NOUS DEVONS
RENFORCER
L'ATTRACTIVITÉ DE LA
FRANCE DANS TOUS LES
DOMAINES ET DONNER
ENFIN ENVIE D'INVESTIR
ENCORE DAVANTAGE
SUR NOTRE TERRITOIRE »**

Nous devons libérer toutes les énergies productives, soutenir l'investissement privé et public dans les travaux publics, la construction, le logement et grâce notamment à nos collectivités territoriales. Elles doivent pouvoir investir, ces régions, ces départements, ces métropoles, ces agglomérations, ces villes, elles doivent pouvoir investir et le gouvernement y veillera tout particulièrement. Nous devons aussi renforcer l'attractivité de la France dans tous les domaines, je pense au tourisme, et donner enfin envie d'investir encore davantage sur notre territoire. C'est aussi pour cela que nous avons engagé ce grand chantier de la simplification, car il faut arrêter de créer des normes, des règles qui compliquent bien sûr la vie des entreprises mais d'abord la vie quotidienne des Français. Alors bien sûr, il nous reste encore beaucoup de blocages à lever, des réformes à mener, réformer pour débloquer, libérer ses énergies dans bien des domaines. Mais réformer, c'est ne pas aller en arrière, je le réaffirme ici simplement et clairement, car je ne veux

pas de faux débat. Au-delà de ce que la loi prévoit et des négociations sociales peuvent permettre, il n'y aura pas de remise en cause des 35 heures. Il n'y aura pas mes chers amis de remise en cause de la durée légale du temps de travail.

Chers amis, nous devons donc nous attaquer avec pragmatisme à tout ce qui entrave notre économie depuis des années, des décennies, nous le ferons avec une grande loi sur la croissance et le pouvoir d'achat. Elle portera des mesures fortes pour remettre en cause les rentes, les monopoles de certaines professions, pour redonner de la souplesse et favoriser une concurrence qui profitera aux Français. Et je veux ici remercier, parce que pour moi les choses ne changent pas en quelques jours, je veux remercier Arnaud Montebourg pour avoir initié cette démarche.

Nous devons aussi lever les blocages qui empêchent la réussite de notre politique d'apprentissage. Face au chômage des jeunes, nous devons agir sur tous les paramètres. Nos voisins européens, souvent, ont montré depuis bien longtemps combien cette voie, cette filière, l'apprentissage était important pour l'insertion professionnelle des jeunes et pour l'emploi. A nous de nous y mettre aussi avec les partenaires sociaux et avec les collectivités territoriales.

Et puis je pense – et c'est bien sûr l'une de nos priorités, c'était même inscrit dans le projet de François Hollande pendant la campagne électorale présidentielle – je pense à une tâche qui a été mise par la droite sous le tapis, c'est réduire le déficit. Car tant que nous accumulons de la dette, tant que nous vivrons au-dessus de nos moyens, nous courons en permanence le risque d'être à la merci des marchés financiers. Nous ne pouvons pas augmenter la dépense publique, elle atteint déjà 57 % des richesses que nous produisons, et parfois malheureusement avec des résultats médiocres. C'est pour cela que nous avons engagé la réforme de l'État et des collectivités locales. Pour autant, la réduction des déficits ne doit pas se faire par dogmatisme, ce n'est pas un but en soi. Et sur cette question, j'en suis convaincu, il n'y a pas de débat entre nous, il faut adapter le rythme de réduction des déficits à la situation économique au niveau de la croissance et à la nouvelle donne que nous connaissons en Europe. Disons les choses clairement, pour mieux définir le sens de ce que nous faisons.

Quand nous créons 60 000 postes dans l'Education nationale pour refaire une priorité, nous ne faisons pas de l'austérité. Quand nous préservons les mis-

sions du budget de la Culture pour la création et le spectacle vivant, nous ne faisons pas de l'austérité. Quand nous créons des postes de policiers et de gendarmes pour garantir la sécurité des Français sur le territoire, dans les quartiers populaires comme dans les zones rurales, nous ne faisons pas de l'austérité. Quand nous créons des postes dans la Justice, la pénitentiaire et pour mettre en œuvre la réforme pénale, nous ne faisons pas de l'austérité. Quand nous agissons avec les emplois d'avenir pour que notre jeunesse puisse débiter dans la vie, mes chers amis nous ne faisons pas de l'austérité. Et c'est ça qui fonde la différence entre la gauche et la droite, c'est ça qui fonde aussi la différence entre ce qui se fait en France et ce qui se fait ailleurs, en Europe, disons-le, rappelons-le.

Bien sûr, bien sûr parce que je ne m'adresse pas uniquement ici aux socialistes, je connais comme vous les difficultés que vivent des millions de français au chômage, dans la précarité. Oui Jean-Christophe, bien sûr la pauvreté a augmenté. Mais quand nous augmentons le RSA de 10 %, quand nous mettons en place un grand plan de lutte contre la pauvreté, nous ne faisons pas de l'austérité parce que dans les choix budgétaires nous voulons toujours protéger les plus démunis, les plus faibles, les plus modestes, c'est ça aussi la vocation de ce gouvernement, c'est ça la vocation de la gauche. Quand nous augmentons l'allocation de rentrée scolaire que viennent de toucher des milliers de familles, nous ne faisons pas de l'austérité. Quand nous augmentons les bourses pour les étudiants, nous ne faisons pas de l'austérité. Alors chers amis, ne caricaturons pas nous-mêmes notre action, d'autres s'en chargent et ils sont nombreux. Sachons nous-mêmes expliquer, valoriser ce que nous faisons, soyons fiers aussi de ce que nous engageons.

Nous faisons des choix calibrés, équilibrés bien sûr, cette discussion aura encore lieu à l'occasion de la loi de finance initiale, et notamment avec les groupes parlementaires, mais ces choix visent à préserver notre modèle social. Nous tiendrons notre objectif, et je crois qu'il n'y a pas de débat là-dessus, de 50 milliards d'économies dans les dépenses publiques, c'est cela le sérieux budgétaire. Mais que dit la droite dans ce domaine, c'est d'ailleurs en effet la seule chose qu'elle propose, elle voudrait 100, 120 ou 150 milliards, ce sont d'ailleurs les mêmes qui veulent qu'en même temps, on augmente – ils ont peut-être bien raison – le budget de la Défense ; les mêmes qui ne veulent pas qu'on fasse les économies sur les

Chambres de commerce et d'industrie ; les mêmes qui disent « il faut faire des économies » mais ne touchent pas à un certain nombre de nos privilèges. Combien de professeurs, de policiers, de gendarmes, d'infirmiers en moins avec ce programme ? C'est tout simplement une mise en cause du fondement de notre pacte social né avec le Conseil national de la résistance.

Alors mes chers amis, s'il y a une confrontation politique dans le pays, s'il y a un débat à avoir, ce n'est pas au sein du Parti socialiste, ce n'est pas avec la gauche, c'est face à la droite pour se battre et pour rappeler ce que nous avons les uns et les autres, avec votre soutien, engagé. Et si nous réduisons nos déficits, ce n'est pas parce que l'Europe ou l'Allemagne en auraient décidé ainsi, parce que ce choix nous serait imposé, non. Nous le faisons pour nous-mêmes et nous devons le faire tout en baissant la pression fiscale, car les impôts ont atteint un niveau insupportable pour les Français. Et c'est peut-être d'ailleurs le principal message qu'ils nous ont fait passer à l'occasion des élections municipales. Un premier pas a été accompli en direction de plus de 4 millions de ménages, qui verront leur impôt sur le revenu baisser ou qui ne paieront plus l'impôt sur le revenu dès cette rentrée, et nous poursuivrons ce mouvement en 2015.

À nous de relever un grand défi aux yeux de l'Europe, aux yeux du monde, prouver que la France peut se relever avec ses propres solutions, en assumant ses choix, en préservant son pacte social

et ayant confiance en elle. C'est aussi en menant à bien nos réformes structurelles que nous pourrons faire avancer nos idées en l'Europe pour plus de croissance, plus d'emplois. Ce que nous attendons de l'Europe, nous ne cessons de le répéter depuis des semaines, pendant la campagne des élections européennes, et nous étions ensemble... oh ! Pas très nombreux toujours mais pour défendre avec Martin Schulz cette idée. C'est un engagement puissant pour la croissance et l'Europe et il en va de même – et je vous le dis avec gravité – de l'existence du projet européen.

En avril dernier, nous étions très isolés en Europe sur cette question, je me souviens de réactions très vives suite à ma déclaration de politique générale. J'avais alors dit que l'euro était surévalué, cette idée a fait son chemin, je le constate. La Banque centrale européenne a fait un premier mouvement remarqué début juin, qui a entraîné une baisse de l'euro de 6 %. Cela peut paraître faible, mais appliqué à toutes nos entreprises exportatrices cela représente des dizaines de milliers d'emplois préservés.

Ces décisions de la Banque centrale ont constitué un signal fort. Devant la faiblesse de la reprise économique, devant le niveau élevé de l'euro, devant le risque de déflation – oui, de déflation – dans certains pays, la BCE agit enfin pour soutenir la croissance. Mais il faudra aller encore plus loin. Et dans son dernier discours, le président de la BCE Mario Draghi a déclaré qu'il se tenait prêt à d'autres types d'interventions.

Alors reconnaissons-le : la politique monétaire commence à changer. Mais il faut aller beaucoup plus loin.

Le président de la BCE a aussi recommandé une politique globale de la demande, au niveau européen, accompagnée de politiques nationales structurelles. La politique budgétaire doit jouer un rôle plus important aux côtés de la politique monétaire. Mario Draghi souhaite même que la flexibilité inscrite dans les règles actuelles soit utilisée pour s'ajuster à une croissance trop faible. Il a enfin ouvert le débat sur l'orientation globale de la politique budgétaire en Europe, et soutenu un vaste programme d'investissements publics européens.

La position du président de la BCE aujourd'hui, c'est celle que nous défendons, c'est celle portée depuis deux ans par le président de la République. C'est celle qui est prônée par de nombreuses institutions internationales : FMI, OFCE, par des économistes, par des Prix Nobel. C'est celle que je porte depuis cinq mois. Hier, oui, nous nous sommes retrouvés, avec le président de la République, Laurent Fabius, et les divers socio-démocrates européens. Tous, avec Matteo Renzi et Sigmar Gabriel, partagent les mêmes analyses : l'investissement est à un niveau trop bas en Europe.

La présidence italienne organisera un Conseil européen consacré à la croissance et l'emploi, et suivant la proposition du président de la République, il y aura également dans les prochains



jours un Conseil de la zone euro. Donc, les choses bougent. Donc, la réalité et la situation rattrapent les responsables politiques européens. Donc, la voix de la France sur ces questions se fait entendre. Et mesurons le chemin parcouru ! Et nous allons continuer, dans les semaines qui viennent, à convaincre – car oui, bien sûr, le temps presse.

Nous allons travailler à concrétiser les 300 milliards d'euros que le nouveau président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a annoncés. Mais Jean-Christophe a raison : tous les pays doivent prendre leurs responsabilités face à cette situation économique et historique. Le vote aux élections européennes est passé par-là. Si l'Europe n'est pas capable de répondre à cette crise de civilisation, n'est pas capable non seulement d'agir sur le plan diplomatique, mais de répondre à cette angoisse, à quoi sert l'Europe ?

Alors que nous, et c'est ce qui fonde les socialistes, nous sommes si attachés à ce projet européen ! Ce projet qui a permis la paix, la réconciliation entre la France et l'Allemagne ; qui a permis aux pays du Sud de rentrer dans la démocratie et dans le développement ; qui a permis aux pays du bloc de l'Est, là aussi, de trouver la démocratie. Ce projet qui est un projet unique dans l'histoire dans l'humanité, réussir à rassembler des nations qui se sont fait la guerre, aux histoires, aux langues, aux cultures parfois si différentes, un projet unique, ce projet aujourd'hui peut être mis en cause. Donc personne ne peut échapper à sa responsabilité.

Et moi j'ai aussi en tête les mots de Helmut Schmidt à l'occasion du Congrès du SPD, à la fin de l'année 2011 : personne ne peut échapper à ses responsabilités, et l'Allemagne ne peut pas échapper aux siennes. Elle aura aussi besoin d'une relance. L'Allemagne est une grande nation que nous respectons. Rien en Europe n'est possible sans des initiatives communes entre nos deux pays. Mais elle aura aussi besoin d'une relance économique. Elle doit donc bouger. Nos amis socio-démocrates le demandent, le disent : il est temps que la droite allemande entende ce message, qui n'est pas seulement celui de la France, mais qui est celui des peuples européens. Mes chers amis, pour se renforcer, la France doit redresser son économie, mais elle doit savoir aussi se retrouver, se retrouver pleinement. Notre pays est traversé par de nombreuses fractures : économique, sociales, culturelles, géographiques, identitaires, où il y a une crispation. Nous devons faire face à la montée, le mot est faible, très préoccupante, de l'intolérance, du

racisme, des actes et des paroles anti-sémites, antimusulmans, antichrétiens, d'actes et de mots anti-homophobes (sic). Comment aurions-nous pu penser que dans les rues... Vous avez compris !...

Comment aurions-nous pu penser, il y a seulement quelques années, que dans les rues de Paris, venant d'une foule assez diverse, qui ne ressemblait pas forcément à la vieille extrême-droite, on crie dans les rues de la capitale « *Mort aux Juifs* » ? Il y a donc là quelque chose qui ne va pas, et qui doit, comme nous l'avons fait en prenant nos responsabilités : dissoudre bien sûr tous ces groupes qui prônent la haine de l'autre, et nous continuerons à agir, avec le ministre de l'Intérieur, dans ce domaine-là. Mais nous sentons bien que la réponse doit être beaucoup plus profonde, beaucoup plus large.

**« SI CERTAINS
TOURNENT LE DOS À LA
RÉPUBLIQUE, FONT LE
CHOIX DU REPLI, C'EST
AUSSI PARCE QUE LA
RÉPUBLIQUE N'A PAS
SU ET NE SAIT PLUS
TENIR TOUTES SES
PROMESSES »**

Il y a aussi, et je veux m'exprimer sur ce sujet-là avec prudence, mais aussi avec vérité : il y a la radicalisation qui pousse des Français, comme dans de nombreux pays européens, et notamment des jeunes, parfois des mineurs, des garçons et des filles, c'est évidemment une minorité, mais le phénomène est suffisamment significatif pour être redoutable, à aller mener le jihad au-delà de nos frontières, et à nourrir le projet de frapper leur pays en retour.

La radicalisation c'est un grand danger, qui génère des peurs légitimes parmi nos concitoyens, et qu'évidemment beaucoup exploitent. Le Français qui a commis l'attentat au Musée Juif de Bruxelles était un membre de l'État Islamique, dont nous connaissons les actes de barbarie en Syrie et en Irak. C'est une menace pour l'équilibre du Moyen-Orient. C'est une menace globale peut-être même sans précédent.

Ce que je crois profondément, c'est que, au-delà de ces éléments, c'est que beaucoup de Français ont perdu de vue ce qui les unit. Comme vous, je suis fier d'être français, je sais ce que je dois à mon pays, et je me bats chaque jour pour lui rendre ce qu'il m'a donné. Et comme vous, je veux que tous les

enfants de France soient fiers de leur pays, s'y sentent à leur place pleinement. Comment accepter alors que des jeunes, dans nos quartiers populaires, dont je suis l'écu, aillent chercher d'autres appartenances que celle de la République ? Si nous assistons à cela, c'est bien qu'il y a un problème. Il ne s'agit pas uniquement de combattre telle ou telle attitude. Et quand il y a un problème, il faut savoir ouvrir les yeux.

Si certains tournent le dos à la République, font le choix du repli, c'est aussi parce que la République n'a pas su et ne sait plus tenir toutes ses promesses. Ayons le courage de dire que 30 ans de politiques d'intégration, je ne parle pas de la politique de la ville, je parle des politiques d'intégration destinées à des populations choisies pour leurs origines sociales, ont fait fausse route. Moi, je ne connais que les politiques de citoyenneté : celles qui font que, peu importe ses origines, peu importe sa couleur de peau, que l'on ait des ancêtres en France ou qu'on y réside depuis peu, qu'on puisse être un citoyen à part entière, avec les mêmes droits, avec les mêmes devoirs !

Mon expérience de maire d'Evry m'a appris combien nous devons parler à nouveau aux quartiers populaires. Et s'il y a, au fond, je me permets de le dire, comme simple militant, Jean-Christophe, s'il y a une reconquête, une reconquête des cœurs, des esprits, nous le voyons bien, c'est vers ces catégories populaires et vers cette jeunesse ! Il faut que nous leur redonnions confiance ! Cela passe bien sûr par l'école, la formation, l'emploi, par une politique de la ville ambitieuse, et une lutte acharnée, acharnée, contre les discriminations, contre les discriminations, contre toutes les discriminations qui existent dans notre société !

Mais, et c'est l'essentiel, parce que nous y travaillerons avec Patrick et Myriam qui vont avoir en charge désormais la politique de la ville, mais avec tout le gouvernement, cela passe aussi et surtout par le respect, la reconnaissance. La France, et c'est une des différences majeures avec l'Allemagne, a la chance d'avoir une démographie dynamique et positive. Cela pose évidemment, dans la conjoncture actuelle, des problèmes majeurs : je pense au chômage, avec l'entrée de jeunes pourtant parfois formés et qualifiés, et qui ne trouvent pas un emploi. Mais que la France soit un pays jeune, c'est une chance !

Donc oui, nous devons pleinement renouer avec la promesse de François Hollande de faire en sorte que, plus que jamais, la jeunesse soit la marque

de son quinquennat ! Et pour que la jeunesse nous entende, nous devons être capables, oui, de lui faire passer ce message de respect et de reconnaissance ! C'est donc à une immense mobilisation vers ces quartiers que je vous appelle ! Nous devons adresser un message à cette jeunesse, qui n'est pas un problème pour la France, mais un atout et une chance considérables !

Chers amis, chers amis, arrêtons de stigmatiser, arrêtons de stigmatiser dans le débat public des populations, en les ramenant constamment à leurs origines, à leur religion. Et je pense en particulier à l'islam. L'islam, c'est la deuxième religion de France. Elle doit bien sûr s'organiser dans le cadre des valeurs républicaines. Mais dans notre pays, les musulmans ont le droit d'être considérés pour ce qu'ils sont : des citoyens à part entière. C'est cela la République, et c'est cela la laïcité ! Oui, c'est cela la République, et c'est cela la laïcité ! Dans ce pays, on a le droit de croire ou de ne pas croire ! Et moi je le dis, je l'ai souvent répété, c'est une chance pour la France, mais c'est une chance pour l'islam, dans le message qu'elle adresse ou qu'il adresse au monde, c'est une chance par rapport aux événements que nous connaissons aujourd'hui, c'est une chance de pouvoir dire que dans le pays de 1789 et des valeurs universelles, cette religion peut s'épanouir pleinement dans la démocratie et dans l'égalité entre les hommes et les femmes !

**« LA GAUCHE S'EST
TOUJOURS PLACÉ AU
CÔTÉ DES PLUS FAIBLES,
DES EXCLUS, DES MOINS
BIEN LOTIS POUR LES
DÉFENDRE »**

La laïcité ! La laïcité, c'est notre richesse, notre bien commun ! Faisons-la vivre, expliquons-la, défendons-la, partout et tout le temps, et surtout quand des pratiques religieuses ou des intégrismes veulent s'affranchir des lois de la République, en niant l'égalité entre les femmes et les hommes, ou en s'attaquant à l'école de la République ! Cette politique de citoyenneté... Cette politique de citoyenneté que j'appelle de mes vœux, nous devons maintenant l'engager. Les Français l'attendent. Ils ont besoin, tous les Français, que soit réaffirmée une communauté de valeurs. Ils ont besoin que soient restaurées l'autorité et les règles.

Car sans ordre républicain, ce sont toujours les plus faibles et les plus dému-

nis qui souffrent : ce sont les personnes âgées, ce sont les jeunes, ce sont les ouvriers qui vivent dans les quartiers populaires, qui sont les premiers victimes de l'insécurité. Et agir en priorité pour celles et ceux qui souffrent le plus de cette violence, de cette délinquance, c'est toujours le sens de notre politique de sécurité. Nos compatriotes ont besoin que nous rebâtissions ensemble une France qui parle au cœur de tous.

Et pour cela, il faut renouer avec nos symboles républicains. Nous les avons délaissés, parce que parfois, à gauche, nous les pensions ringards, dépassés. Et d'autres, encore hier, les partisans du rejet et du déclin, s'en sont alors emparés, pour les détourner. Nos symboles, c'est l'histoire de la France, c'est l'histoire de la République, c'est l'histoire de la gauche tout au long du XIX^e siècle. Ces symboles, ce sont notre drapeau, notre devise, notre hymne, notre fête nationale. Mais ce sont aussi tous les moments qui tissent un lien entre les citoyens et la République.

Et dans les choix que nous avons faits depuis 2 ans, et la présidente du MJS le rappelait, nous avons fait le choix de privilégier les naturalisations, de revenir sur ce qui a été fait par le gouvernement précédent et de considérer que c'était une chance d'accueillir de nouveaux français, et que c'était une chance pour ces nouveaux citoyens du monde de devenir français. Et d'ailleurs, comment ne pas souligner l'engouement autour de cette année de commémorations du Débarquement de Normandie, de Provence, de la libération de Paris, du maquis du Vercors. Ces commémorations nous ont permis de nous retrouver autour de notre histoire et de nos valeurs. Elles sont plus que jamais modernes, elles sont plus que jamais contemporaines, elles sont plus que jamais indispensables face au dérèglement du monde. Nous devons... oui, nous devons donc être fiers de l'action de nos armées et de la France au Mali et en Centrafrique. Fiers également car sans la France cela n'était pas possible de notre soutien actif aux Kurdes, aux chrétiens d'Orient et à de nombreuses minorités.

Nous combattons sans relâche le terrorisme avec nos partenaires et dans le cadre du droit international. Et celui qui incarne cette politique c'est le chef de l'État, un mot, nous devons le soutenir et plus encore face à une droite inconséquente qui, faute d'idées et de leader, ne mise que sur la déstabilisation de nos institutions. On ne joue pas, surtout dans cette période, mais en général on ne joue pas avec les règles, les principes, les valeurs et les institutions de la République.

Chers amis, le chef de l'Etat, est pleinement conscient de la situation que nous connaissons, mais il mérite le respect de tous, il mérite notre affection, il mérite notre loyauté, il mérite notre soutien parce que c'est grâce à lui, c'est grâce à son engagement, c'est grâce à son élection que nous pouvons aujourd'hui gouverner, que nous pouvons assumer nos responsabilités. Et si les socialistes ne sont pas au premier rang pour les soutenir, qui pourrait alors le faire ? Alors je vous demande, au-delà des questions naturelles, au-delà des débats de dire et de proclamer : oui, notre soutien et notre affection au chef de l'Etat, parce que c'est notre devoir d'être à ses côtés.

Chers amis, chers amis, chers amis, dans les moments de doute, dans les moments de doute il faut savoir se retrouver sur l'essentiel, rassembler la nation autour de ses valeurs, il faut aussi réaffirmer nos grands principes. Et un des grands principes de la gauche pour lequel elle s'est toujours battue, mobilisée, c'est la lutte contre les inégalités et les injustices. Vous le savez comme moi, trop de Français ont le sentiment que les difficultés touchent toujours les mêmes, que seules les personnes les plus favorisées économiquement et culturellement arrivent à s'en sortir ; et eux, classes populaires, de plus en plus classes moyennes se sentent alors asphyxiés et attendent une aide qui ne vient pas. La gauche s'est toujours placée au côté des plus faibles, des exclus, des moins bien lotis pour les défendre. Alors plus que jamais, j'appelle la gauche à se remettre du côté de ceux qui aimeraient croire un peu plus en la France, pour peu que la France croit un peu plus en eux. Et encore une fois, avant de s'attaquer à un problème, il faut savoir le regarder de manière lucide, sans tabou.

Il est inacceptable que les enfants n'aient pas la même chance de réussir dans la vie, selon qu'ils sont nés à Neuilly ou dans des quartiers populaires. Il est inadmissible que les étudiants ou des personnes âgées aient du mal à se soigner, que l'accès au logement reste une véritable galère pour des millions de Français, y compris et de plus en plus de classes moyennes. Il est révoltant, oui révoltant que certains continuent à s'accorder des dividendes et des bonus indécentes, quand tant de gens, tant de jeunes sont au chômage et quand tant d'autres – qui travaillent dur – ont pourtant tant de mal à boucler leurs fins de mois. Mais il est tout aussi inacceptable qu'à revenu égal, à situation comparable deux individus – et parfois un homme et une femme – n'aient pas les mêmes droits ou ne perçoivent pas les mêmes aides ou le même salaire. Tout aussi inadmissible que

lorsque certains travaillent dur pour gagner peu, d'autres puissent aussi facilement se dérober à leurs responsabilités de citoyen. Tout aussi révoltant enfin que certains paient leurs amendes pour des erreurs mineures quand d'autres, parce qu'ils ont des connexions ou appartiennent à une élite, ont souvent des passe-droits. Dans la République, il n'y a pas deux poids deux mesures, pas de citoyens de seconde zone, il y a une loi qui doit s'appliquer à tous sans distinction, oui avec les mêmes droits et avec les mêmes devoirs.

La gauche doit aider les plus démunis, mais elle ne doit pas oublier le corps central de la société française, les classes moyennes, ou décourager tous ceux et toutes celles qui travaillent, qui produisent cette richesse dont notre pays a tant besoin. La gauche doit aider chacun à vivre dignement de son travail. Et comme Lionel Jospin l'avait rappelé en 1998, la gauche et les socialistes sont toujours d'abord pour une société du travail, parce que c'est ça qui fonde l'émancipation. Et ne laissons jamais, jamais s'installer cette caricature sur l'assistanat, aucun Français ne rêve de vivre des minima sociaux. Alors mettons plus d'énergie à leur garantir du travail, à les former, à mettre toutes les chances de leur côté pour qu'ils puissent saisir les opportunités qui leur sont offertes. Et c'est ce que nous faisons et c'est ce que nous allons faire avec la fusion entre le RSA activité et la prime pour l'emploi, qui permettra de mieux soutenir les travailleurs pauvres.

L'emploi, l'emploi, l'emploi, il doit être notre préoccupation permanente, il sera au cœur des prochains rendez-vous annoncés par le président de la République sur l'apprentissage, sur la garantie jeunes, sur l'investissement et le financement de l'économie, sur le suivi exigeant du pacte. Je connais les débats qui peuvent exister parfois dans nos rangs autour des notions d'égalitarisme ou d'équité. Mais parlons franchement, simplement, retrouvons et faisons vivre pleinement la belle idée, cette belle idée, la seule idée, l'égalité parce qu'elle est au cœur de la devise républicaine. C'est le sens des politiques que nous menons avec la loi santé, je salue Marisol qui généralisera le tiers-payant ; la loi sur le vieillissement débattue dans quelques jours à l'Assemblée qui doit permettre à chacun de vieillir dignement ; ou encore la loi, chère Christiane, sur la justice citoyenne qui rendra la justice au quotidien plus accessible. Nous le savons tous, nous le savons tous, l'égalité elle commence d'abord à l'école, l'école de la République que nous devons encore davantage réinvestir car depuis trop d'années, elle a ten-

dance à reproduire les inégalités plutôt que de les combattre.

Nous avons bien sûr commencé à agir avec les créations de postes, nous le verrons à l'occasion de cette rentrée, la priorité au primaire, la relance de l'éducation prioritaire, la réforme des métiers de l'éducation et la formation des maîtres. Et dans quelques jours pour cette rentrée, toutes les écoles, toutes les écoles mettront en œuvre la réforme des rythmes scolaires. C'est le chemin nécessaire pour donner à chacun la meilleure chance de réussir. Alors soyons fiers de cette réforme, elle s'appliquera partout parce que c'est la loi de la République et une loi de la République, elle doit s'appliquer partout. Oui, nous augmentons les moyens de l'école, mais cela ne suffit pas, il y a toujours trop d'échecs, alors nous devons aller plus loin. Et là, je suis convaincu que le Parti socialiste doit nous y aider en repensant l'école, ses projets, sa pédagogie. C'est une magnifique ambition dont nous devons tous nous emparer, car quel plus beau projet pour un pays que d'investir dans sa jeunesse, de lui donner tous les moyens de réussir sa vie. L'école, oui l'école notre priorité.

Et permettez-moi à ce stade une remarque. J'ai entendu bien sûr et c'est normal de nombreuses réactions et de commentaires sur un ministre qui venait d'être nommé, des commentaires avant même qu'il n'ait eu le temps de faire ses preuves. Mais j'aurais aimé qu'à l'unisson, beaucoup l'ont fait il y a encore un instant, nous félicitions davantage que la République sache reconnaître les compétences, le travail, l'engagement et notamment... je le dis à quelques personnes isolées, en confiant pour la première fois à une femme depuis deux siècles, elle aussi jeune, Najat Vallaud-Belkacem cette lourde mission d'être à la tête du ministère de l'Éducation nationale. Et chers amis, applaudissez cette ministre, parce qu'elle est un des visages non seulement du gouvernement, non seulement de la République, mais elle est un visage et comme tous les autres ministres de ce gouvernement, ces ministres sont au service de la France. Oui, reconnaissons-le, reconnaissons-le et ça apprendra quelques-uns à me laisser terminer les phrases pour qu'ils puissent applaudir une nouvelle fois Najat Vallaud-Belkacem. Mais parce qu'une action est continue, parce qu'il ne peut pas y avoir de rupture, parce que j'ai le sens de l'amitié et de la camaraderie, je veux aussi remercier Benoît Hamon pour l'action qui a été la sienne.

Mes chers amis, c'est là le sens de notre action, renforcer notre pays pour que ce

mouvement profite à tous : retrouver la croissance, réarmer notre industrie, réarmer notre agriculture, rebâtir l'école, c'est replacer la France sur le chemin du progrès économique. Et notre projet, notre projet a toujours été le progrès, le progrès au sens le plus large, le progrès social bien sûr mais aussi le progrès industriel, technologique, scienti-

**« IL N'Y A NI VIRAGE NI
TOURNANT, IL Y A UNE
LIGNE, CELLE DE LA
VÉRITÉ, DE LA RÉFORME,
DE L'EFFICACITÉ »**

fique, la recherche. Et comment parler de progrès sans parler de culture, la culture c'est l'ouverture aux autres, c'est l'émancipation pour chacun, c'est le rayonnement, c'est la vie, ça n'est pas un supplément d'âme, c'est la vie, c'est notre langue, le français qui va être de plus en plus parlé dans le monde, parce que ce continent frère qu'est l'Afrique, qui est le grand continent d'avenir voit des millions et des millions de personnes parler cette langue. C'est une chance pour nous, c'est une chance pour le rayonnement de la France, c'est notre langue, c'est notre culture, c'est notre exception culturelle, ce sont les enjeux du numérique, c'est la capacité pour la France et l'Europe à faire face aux mastodontes européens. C'est aussi une solution juste et durable que nous sommes en train de bâtir pour les intermittents du spectacle, et je sais combien Fleur Pellerin saura s'investir sur ces sujets tellement importants pour notre pays, pour sa cohésion et pour sa place dans le monde.

Mes chers amis, depuis que nos universités d'été existent, je crois n'en avoir manqué aucune, comme militant du MJS, du Parti socialiste, comme élu, comme ministre ou comme Premier ministre désormais. Je connais bien les débats qui peuvent agiter notre parti, je les respecte pour y avoir moi-même participé avec entrain. Et encore récemment, les débats nous en avons eu au sujet par exemple du non-cumul des mandats. Mais parce que ça avait été le choix des militants, nous l'avons fait. Et comme ministre de l'Intérieur, je suis fier d'avoir porté cette loi et cet engagement. Je pense aussi au débat sur la réforme territoriale, nous la ferons avec les nouvelles régions, en écoutant les élus mais bien sûr aussi en privilégiant l'intérêt général.

Et c'est mon cher Jean-Christophe pour tous ces débats, ces discussions,

ces confrontations, ces universités d'été qui font que la rentrée en France est un peu à part, c'est pour tous ces débats, c'est pour toutes ces raisons que j'aime et que j'aime les socialistes. Je connais nos réflexions permanentes sur le positionnement ou notre ligne idéologique : Parti socialiste, Parti social-démocrate, à toutes ces réflexions j'y ai participé depuis qu'à 18 ans j'ai adhéré au Parti socialiste. Mes référents c'était Brandt, Palme, Gonzalez pour comprendre, et puis j'ai eu la chance de m'engager au côté de Michel Rocard et ensuite de Lionel Jospin. Et je suivrai attentivement, cher Jean-Christophe, la belle démarche d'États généraux que tu as enclenchés. Elle sera utile bien sûr pour le Parti socialiste, elle sera utile pour la gauche.

Mais dans la période que nous vivons, elle sera utile au pays parce que oui, il faut donner en permanence du sens. Mais avoir des débats entre nous, tu l'as dit d'ailleurs, ne doit jamais nous détourner des Français, car la gauche n'est jamais si grande, si près de sa tâche historique que quand elle s'adresse au plus grand nombre. Et dans le monde actuel, la gauche – j'en suis convaincu – n'a jamais été aussi nécessaire pour affirmer le rôle de la puissance publique, pour réguler, pour défendre la justice sociale, pour retrouver l'espoir lucidement. Nous avons décrit tous l'état du monde et ses fractures comme celles qui concernent notre pays. Et il n'y a pas d'un côté le gouvernement et de l'autre

la gauche, il y a la gauche en mouvement, la gauche, celle qui gouverne sait tenir tous les digues qui s'appêtent à rompre ; la gauche, celle qui gouverne sait faire surtout quand c'est difficile ; la gauche, celle qui gouverne ce n'est pas revenir ajouter, rétrograder ; la gauche, celle qui gouverne c'est avancer, réformer, progresser ; la gauche, celle qui gouverne c'est aller chercher l'espoir surtout quand il n'y en a plus. Et la meilleure façon de ne pas renoncer à l'idéal, c'est de ne jamais renoncer au réel. La gauche en France, elle n'est pas de passage, elle n'est pas entrée au pouvoir par effraction, elle est là pour changer et pour répondre à l'attente de nos concitoyens.

Je sais quelle est ma mission, je sais quelle est ma mission, j'en mesure pleinement les exigences, je sais dans quelles circonstances j'ai été nommé par le président de la République à l'issue des élections municipales et je n'ignore rien des doutes et de la défiance généralisée des Français, je vous l'ai dit, y compris et faisons-y attention, leur questionnement sur notre capacité à gouverner. Mais nous gouvernons, nous sommes aux responsabilités avec François Hollande comme nous l'avons été avec François Mitterrand puis Lionel Jospin et toujours, nous avons su faire avancer la société. Bien sûr, le contexte est différent, le monde a changé totalement mais nos valeurs, nos ambitions, nos exigences ne changent pas, nous sommes plus que toujours les héritiers

de l'avenir. Et donc il n'y a ni virage ni tournant, il y a une ligne, celle de la vérité, de la réforme, de l'efficacité, rétablir la confiance, rétablir la confiance, se faire confiance pour donner confiance au pays, c'est la clé de tout. Ce n'est pas en renonçant à ce qui est difficile que les difficultés disparaissent, alors ayons le courage d'agir, de gouverner dans la durée pour que les choses changent vraiment. Rien ne se fera sans le rassemblement le plus large, le rassemblement de toutes les forces vives de ce pays, le rassemblement de tous les Français, mais rien ne se fera sans vous, sans nous les socialistes, les élus, les parlementaires. Et je salue Bruno Le Roux, Didier Guillaume, Claude Bartolone et je salue tout particulièrement – parce que c'est sa dernière université d'été parce que c'est son choix comme président du Sénat mais pas sa dernière université comme socialiste – je salue particulièrement Jean-Pierre Bel.

Mais j'ai surtout besoin de vous, militants, dont je connais l'énergie, l'engagement, le courage, oui ! J'ai besoin, nous avons besoin de vous. Alors en avant, debout, debout, relevons la tête, soyons fiers de nous-mêmes car quoi qu'on dise, moi je sais que les Français ont envie d'y croire, que l'espoir, l'invincible espoir d'un lendemain meilleur existe toujours et c'est à nous, à vous, à nous tous ensemble de le porter. Alors oui ! Vive la gauche, vive la République et vive la France.





« Il ne faut jamais avoir peur du débat démocratique »

Président de l'Université d'été de La Rochelle depuis cette année, David Assouline dresse un bilan positif de l'édition 2014.

« On a réussi ce que je désirai élaborer quand j'ai accepté cette responsabilité, c'est-à-dire de faire en sorte que tous les débats les plus urgents pour la France et le monde puissent être abordés en laissant s'exprimer l'ensemble des différents points de vue. Les éléments de crise gouvernementale à la veille de l'Université ont accentué les interrogations. Il ne faut jamais avoir peur des débats démocratiques et il était important que les divers courants s'expriment. Il fallait inviter l'ensemble de tous les partis de gauche, et ce au plus haut niveau pour démontrer, réaffirmer une nouvelle fois que ce qui nous unit est plus fondamental que ce qui nous oppose.

La variété des débats, la richesse des ateliers et les échanges dans les auditoriums ont permis aux participants de mieux comprendre, d'approfondir les sujets qui nous préoccupent. Jamais

personne n'aurait pu imaginer qu'en période de crise, cette Université d'été soit une telle réussite. Nous allons poursuivre cette dynamique avec des rencontres au fil de l'année à Paris et dans les fédérations régionales. Nous avons besoin de ces débats, car ce qui nous rassemble, nous, socialistes, est beaucoup plus important que ce qui nous divise. On a tous des responsabilités, chacun nous interpelle. Les débats et la controverse se sont déroulés sans affrontements. Au contraire, nous avons traité et abordé

avec des scientifiques, des membres de la société civile et nos plus hauts responsables politiques, comme les élus locaux, nombre des sujets qui nous préoccupent tous aujourd'hui. Toutes les sensibilités ont pu s'exprimer librement et le plus important s'écouter pour avancer ensemble et préparer l'avenir. J'étais convaincu que la qualité des débats permettrait de séduire. Nous l'avons démontré puisque nous avons enregistré une affluence record de plus de 4 000 militants. C'est du jamais vu ! »



LANCEMENT DES ETATS GÉNÉRAUX



Coup d'envoi des contributions des militants aux États généraux

Avec le lancement des États généraux à La Rochelle, Jean-Christophe Cambadélis voit dans cette refonte engagée le moyen de « redéfinir » grâce à la base « l'identité du Parti socialiste » et de revoir son organisation « de fond en comble ».

Chaque minute compte. Depuis le 29 août, les militants socialistes ont cent jours pour exprimer leurs attentes et proposer des idées afin de moderniser leur parti via la plateforme internet des États généraux. Sur le parvis de l'espace Encan, un vidéomaton a accueilli les participants nombreux pour donner leur vision du PS en 15 secondes. Derrière le rideau, un dispositif a été installé pour recueillir leurs propos. Et ils avaient beaucoup de choses à dire.

Romain fait partie de la section parisienne du XX^e arrondissement. Pour lui, la mise en place des États généraux est une évidence : « J'ai choisi le

PS parce que c'est un parti à l'écoute de ses militants et aujourd'hui encore cet outil me le prouve. » Pour le trentenaire, c'est un « moyen efficace de susciter le débat et de favoriser la proximité entre la base militante et les élus ». Derrière lui, Audrey s'engouffre dans la cabine. Cette jeune sympathisante est convaincue par l'idéologie socialiste et entend participer à sa mise en œuvre. Elle salue l'initiative et espère que sa parole sera entendue : « *Penser d'abord aux autres, assurer le vivre ensemble et les conditions du respect mutuel entre tous les citoyens. »*

DES ETATS GÉNÉRAUX QUI VONT PROVOQUER LE DÉBAT

Militante à Rennes depuis deux ans, Nora ne dissocie pas le socialisme de l'humanisme. Elle attend beaucoup des États généraux qui « *doivent ramener de la démocratie au sein du parti et permettre une véritable consultation auprès des militants* ». José est plus partagé sur

le bien fondé du dispositif. En vingt ans, il a participé à de nombreuses consultations et attend encore d'en voir le résultat. Néanmoins, il n'a pas perdu la foi et entend bien proposer des idées. Pour constituer des outils de travail réalisables, les États généraux doivent, selon lui, « *engager des débats* ».

Ce sera la seconde phase du chantier, une fois rentrés dans les sections. C'est ce qu'Annie espère. La militante de Corrèze prend plusieurs dépliants pour les membres de sa section qui n'ont pas pu se déplacer. Pour elle, il est « *essentiel de porter l'information* ». L'objectif ? Etablir un diagnostic de la situation locale et « *faire remonter les attentes* ». Avant de donner lieu à un texte élaboré par le comité de pilotage, le 6 décembre prochain, point d'aboutissement de la démarche.

→ Plus de renseignements sur www.etats-generaux-des-socialistes.fr

NAJAT VALLAUD-BELKACEM : « *Se battre pour le progrès social* »

À La Rochelle, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'est retrouvée parmi les siens. Elles s'est arrêtée aux divers stands sur le parvis et a embrassé de nombreux militants.

Pour Najat Vallaud-Belkacem, participer aux États généraux est un « *outil essentiel au débat démocratique. Or la parole des militants doit jouer un rôle clé dans ce débat nécessaire pour définir l'identité socialiste* ». Invitée à exprimer sa position dans le vidéomaton, elle s'engouffre dans la cabine et disparaît derrière la porte. A sa sortie, elle reconnaît que 15 secondes ne suffisent pas pour dire ce qu'est « *être socialiste* ». Evidemment, la ministre a tout de même une idée sur la question et se prête au jeu. C'est avant tout « *ne pas croire à la fatalité et se battre pour le progrès social* ». Elle s'appuie, comme le Premier secrétaire, sur les vertus du « *progressisme* », terreau fertile et incontournable pour relever le Parti socialiste.





PS
Réinventons-
Pour la France, pour



« On se trompe quand on répète que le Front national n'est pas républicain »

Chercheur, politologue et spécialiste de l'extrême droite, Jean-Yves Camus a exposé ses réflexions sur la montée des extrémismes et des nationalismes en Europe et sur ce qui caractérise le Front national.

« Remettre en question l'existence légale du Front national ne peut être l'alpha et l'oméga de la dénonciation politique. » Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite, le répète : pour combattre le FN, il faut utiliser les bonnes armes et pour cela, il importe de se replacer dans la perspective historique. « Le problème, ce n'est pas le fondement légal du Front national, c'est son programme. Le parti de Marine Le Pen ne sait pas lui-même précisément quelle forme légale de République il instaurerait s'il venait au pouvoir. Dire que le FN n'est pas républicain est

un argument politique, mais pour le combattre, il faut aller beaucoup plus loin dans la contre-argumentation sur son programme politique. Je ne dis pas qu'on ne trouve pas des sympathisants du fascisme au sein du Front national, mais le combattre sur ces seules bases, c'est passer à la trappe à peu de frais, sans comprendre, les raisons profondes qui incitent certains de nos concitoyens à voter pour le FN qui, ni de près, ni de loin n'éprouvent la moindre sympathie pour le fascisme et le national socialisme. Si on reste scotché sur le logiciel des années 90, auquel j'ai moi-même milité FN = Fascisme, nous ne nous en sortirons pas », avance le politologue.

« DÉMONTER LES ARGUMENTS FLOUS ET FAUX »

« Le vote Front National est un vote protestataire. Le milieu de leurs élec-

teurs est un énorme bocal composé de multiples tendances. Il faut aller à la rencontre de ces électeurs et au lieu de leur tourner le dos, argumenter, discuter avec eux, point par point, pour démonter les arguments flous et faux. »

Sur la question religieuse, depuis les attentats du 11 septembre 2001, « l'extrême droite a trouvé un nouveau paradigme en exacerbant la critique de l'islam au nom de la protection du modèle de civilisation occidentale. Il a accaparé le souverainisme national ».



Les étrangers, des citoyens pas comme les autres

Poser les questions qui fâchent, sans gêne, c'est aussi le but de La Rochelle qui a relancé le débat sur le droit de vote des étrangers, jamais vraiment abandonné. Le Premier secrétaire s'est saisi du dossier en mai dernier, exprimant la nécessité d'engager une réforme sur le sujet.

Le sujet s'inscrit dans la tradition des préoccupations socialistes. La question du droit de vote des étrangers faisait déjà partie des 110 propositions de François Mitterrand. Pourtant, en 2014, le dossier est au point mort alors qu'un Français sur deux est favorable à sa mise en œuvre.

Pour Nacer Kettane, directeur de Beur FM, « le rendez-vous a été manqué ». Le processus de « lepénisation des esprits » ambiant fait du sujet, plus que jamais, un enjeu démocratique. Pour lui, il n'y a pas de doute, le droit de vote des étrangers aux élections

locales appartient aux conquêtes sociales de la gauche, mais encore faut-il s'en saisir. Le problème ? La peur de s'engager réellement. Pour en sortir, il faut parvenir à « décoloniser les esprits », seule façon d'attaquer le chantier une bonne fois pour toute en ouvrant un débat national. Car la question du droit de vote des étrangers est surtout « une question de droit » au même titre que le mariage pour tous. Et le défi repose inévitablement sur la construction d'une « nouvelle citoyenneté ».

Vincent Rébérioux, fondateur du Collectif "Droit de vote 2014", fait aussi de cet aspect le cœur du problème. Le président de la Ligue des droits de l'homme s'insurge de constater que « les maires ne savent plus de qui ils sont les représentants ». Comment gérer les questions d'intérêt général d'une commune lorsqu'on ne peut pas consulter tous ses résidents ? C'est donc bien un enjeu démocratique. Il fait de la représentativité une question centrale et invoque les politiciens à agir urgemment pour fonder une « citoyenneté de résidence », qui devrait être « inscrite dans la Constitution ».

Benoît-Joseph Onambele ne comprend pas pourquoi l'article 14 de la Constitution n'est pas appliqué. Celui-ci donne déjà un droit de regard à tous les citoyens, résidents étrangers compris, mais ils n'en bénéficient pas. Pour le secrétaire de la section PS d'Arcueil, « c'est le moment de s'engager, de porter cette question jusqu'au bout pour redonner aux Français une certaine idée de la gauche et un certain optimisme ». La seule façon d'y parvenir, c'est en dépassant le « clivage gauche-droite » dans ce débat. Pour lui, il n'y a pas de doute « cette question va aider à remobiliser la gauche ». Il ne manque plus que les solutions. Heureusement, dans la salle de nombreuses personnes ont des propositions à faire, c'est le cas de Matthieu. Secrétaire de section à Quimper, il est convaincu de la « nécessité d'ouvrir un référendum sur cette question ». Même si le lancement d'un tel débat fait peur car peut provoquer la montée des extrêmes, pour lui il faut absolument s'engager car « les extrêmes se nourrissent de nos renoncements ». Et pour agir, il y a justement un nouvel outil à disposition de tous : les États généraux.

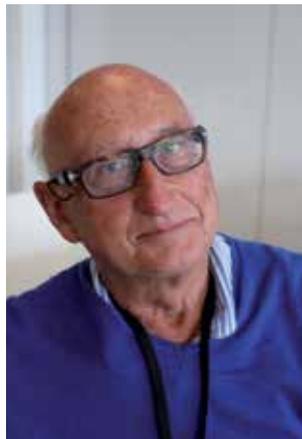
“ PAROLES DE MILITANTS ”

ANNICK, SYMPATHISANTE PS
À PARIS,



« L'État est là pour gommer les discriminations de façon générale or dans le cas du droit de vote qui n'est pas accordé aux étrangers, l'État produit de la discrimination et cela ne me paraît pas acceptable et pas digne de la France. Les individus travaillent et vivent dans un pays, ils participent à sa richesse donc ils doivent être soumis aux mêmes droits et aux mêmes devoirs. »

JEAN, MILITANT PS
DE HAUTE-GARONNE



« On construit l'étranger comme un suspect à travers un système de lois qu'on hérite de la droite. Comment peut-on ensuite parler d'un droit de vote et de citoyenneté à des gens que l'on maltraite institutionnellement ? Le droit de vote n'a de sens que si l'on déconstruit d'abord le mépris de l'autre en apportant un accueil digne à l'étranger sur notre territoire. Et cela passe par une modification de nos lois. C'est l'humanité qui tape à notre porte pas l'étranger. Il est temps de changer le vocabulaire pour modifier les représentations. »

ON EST TOUS L'ÉTRANGER DE QUELQU'UN



Française, Cécilia Gondard a choisi de s'installer en Belgique il y a sept ans. Pour la première fois, elle se retrouve dans la position de l'immigrée. Très vite, elle se rend compte de l'importance de pouvoir donner son avis pour participer à la vie de sa cité. Heureusement en Belgique, les étrangers, Européens ou pas, ont le droit de voter. Et pour elle, cela change beaucoup de choses.

« Avoir le droit de voter m'a permis de m'intéresser à ce qui se passait dans mon quartier. Cela donne envie de contribuer au pays, de s'y investir et de s'y intégrer plus. C'est important car aujourd'hui on est en panne d'intégration, en panne de démocratie avec des taux d'abstention très élevés. C'est le moment où jamais de relancer la conscience politique autour de l'idée de citoyenneté. Quand on est socialiste on est aussi internationaliste et humaniste donc on ne doit pas avoir peur de l'autre. Permettre aux étrangers vivants depuis longtemps en France de prendre part à la vie locale, c'est être fidèle à ses valeurs de gauche. »

Depuis qu'elle a le droit de voter, son quotidien a changé : « Avant, je ne m'étais jamais intéressée aux grands travaux qu'il y a dans ma commune, aux informations que je recevais sur la vie de ma ville, mais maintenant je prends le temps de comprendre, je pose des questions, je m'investis. Lorsqu'on a le droit de voter aux élections locales, notre regard change sur ce qui se passe autour de nous. Il y a un moment donné où on a envie d'avoir notre mot à dire. »

Le cas de Cécilia n'est pas isolé, il existe un moyen européen de le reproduire : « Pour parvenir à cette citoyenneté en France il faudrait déjà sortir du débat franco-français. Cette polémique existe ailleurs et on a des exemples, comme la Belgique, où l'expérience fonctionne. Donc ce peut être l'occasion de faire une initiative citoyenne européenne. Qu'est-ce que c'est ? Avec un million de signatures, on peut obliger la Commission européenne à se saisir d'un sujet. C'est possible, mais cela implique une forte mobilisation et une campagne paneuropéenne. »



TENIR LA PROMESSE RÉPUBLICAINE DE L'ÉGALITÉ



« *La gauche doit viser l'égalité réelle* »

Tenir la promesse républicaine de l'égalité est la valeur centrale de notre devise républicaine. Le gouvernement agit en ce sens, mais agit-il suffisamment ?

Les inégalités scolaires continuent à se creuser, celles entre hommes et femmes persistent et, dans les quartiers populaires, le sujet est plus que jamais d'actualité. Les inégalités croissantes rappellent celles des années 30. Comme l'a affirmé Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, « la lutte contre les inégalités est le socle de notre engagement commun. La gauche doit viser l'égalité réelle. Notre identité, c'est l'action, pas la proclamation. »

De son côté, Naima Charai, conseillère régionale d'Aquitaine, tire la sonnette d'alarme. « Il me semblerait inconcevable que se reproduise un nouveau 21 avril en 2017. Ce serait un crash démocratique. Mais la réalité est que l'idéologie du Front natio-

nal a traversé la totalité de la société française y compris dans les quartiers populaires. En 2012, nombre des habitants des quartiers populaires ont voté pour nous, ils nous ont d'abord regardé avec espoir, puis avec défiance, puis avec colère. Aujourd'hui, ils veulent en découdre avec nous en 2017. Ce sont eux les premières victimes de la crise. »

Dominique Sopo, président de SOS Racisme, va dans le même sens. « La responsabilité de la gauche au pouvoir doit être de reprendre le chemin de l'égalité raciale en priorité : le droit de vote des étrangers, la lutte contre les contrôles d'identité au faciès, la mise en place d'une politique contre les discriminations. On ne peut pas faire preuve de timidité sur ces sujets, car se sont des sujets d'extrême urgence. En ne les travaillant pas, on laisse des processus de délitement se mettre en œuvre dans les quartiers populaires. »

Benoît Hamon, redevenu député des Yvelines après avoir quitté son poste au ministère de l'éducation, résume l'enjeu avec force. « L'école est l'institution qui fédère le plus les Français

car elle encadre encore la promesse de la promotion sociale. Or l'école républicaine française est devenue l'école la plus inégalitaire de toute l'Europe, celle qui reproduit le plus le déterminisme social. C'est sur ce terrain que nous devons nous battre. »

Pour Christiane Taubira, « c'est bien l'éducation nationale qui va faire en sorte quel que soit le lieu où est né un enfant, qu'il aura dans ce pays toutes les chances de devenir le meilleur de ce qu'il peut devenir. Quelles que soient les croyances de ses parents, leurs positions sociales. Face aux difficultés que nous rencontrons, nous devons parler aux Français, mais parler de leurs difficultés. Nous parlons de la crise, nous devons la raconter et écouter comment eux la vivent », a rappelé la ministre de la Justice. « Nous devons être capables de faire l'égalité entre les femmes et les hommes car Simone de Beauvoir disait que "la fatalité triomphe dès que l'on en croit en elle" si on cesse de croire en l'égalité réelle, alors la fatalité peut vaincre. Nous avons d'immenses chantiers devant nous. »



JUSTICE, LA GAUCHE ET LA DROITE ONT-ELLES DES CONCEPTIONS DIFFÉRENTES ?



« Notre société supporte beaucoup moins les résidus de violence »

Si la réforme pénale a été adoptée fin juin, elle a suscité aussi de nombreuses questions dans le public, auxquelles a notamment répondu Dominique Raimbourg, rapporteur du projet de loi.

Rapporteur du projet de loi sur la réforme pénale, le député de Loire-Atlantique Dominique Raimbourg a été très sollicité. Ainsi, pour Jacques, originaire de Dordogne, « l'indépendance de la justice n'est qu'un leurre et le citoyen ne comprends plus sa justice ». Deux avocats étaient présents parmi le public. Nausica, Bordelaise, elle s'interroge sur « notre position pour les justices qui n'intéressent pas les journalistes », telles que les affaires aux prud'hommes ou les contentieux de loyers., Gérard, un confrère originaire de Saint-Dizier (Haute-Marne), déplore également « que la société ne s'intéresse plus qu'à la justice pénale » et trouve dommage qu'il existe « de vrais a priori collectifs sur la réforme ».

Maître de conférence en droit pénal et sciences criminelles à l'université de Nantes, Virginie Gautron a évoqué « l'alternative aux poursuites,

qui représentent aujourd'hui la moitié des réponses pénales ». Selon elle, « la vraie réponse, c'est la contraventionnalisation », notamment pour la consommation de cannabis et pour la conduite sous l'emprise de l'alcool (sans victime). « Pour l'usage des stupéfiants, cela concernerait 28 000 cas par an. Cela permettrait d'exercer une répression plus efficace », renchérit Dominique Raimbourg, lui aussi favorable à cette mesure.

« Nous sommes dans une société qui se pacifie et on supporte beaucoup moins les résidus de violence, résume-t-il. Dix ans de gouvernance de droite ont inculqué l'idée que l'on était dans une société à la violence débridée. » Virginie Gautron ajoute : « Dur avec le crime, dur avec les causes du crime, tel était pour la droite la vision de la justice. C'est pour cela que la réforme menée par Christiane Taubira tendait à corriger cela. Et elle a réussi sur de nombreux points. »

Et Dominique Raimbourg de conclure sur une réplique du dialoguiste de cinéma Michel Audiard : « La justice, c'est comme la Sainte-Vierge : il faut quelquefois une apparition pour que le doute s'installe. »





APRÈS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET EUROPÉENNES, L'UNITÉ DE LA GAUCHE : POURQUOI, COMMENT ?



« Si nous voulons réformer, nous sommes obligés de nous parler »

Lors de la dernière plénière de La Rochelle, Jean-Christophe Cambadélis a convié les forces de la gauche à débattre dans un climat animé mais néanmoins convivial.

Ainsi, Robert Hue (président du Mouvement unitaire progressiste), Emmanuelle Cosse (secrétaire nationale d'Europe Ecologie - Les Verts), Pierre Laurent (Secrétaire national du Parti communiste), Jean-Michel Baylet (Président du Parti radical de gauche), Jean-Luc Bennahmias (fondateur du Front démocrate), et Jean-Luc Laurent (Président du Mouvement républicain et citoyen) ont tous répondu présents à la Rochelle. Ce dernier a salué « l'amorce et le début d'un processus de confrontation car nous avons besoin de dialoguer. La gauche n'est pas seulement diverse, elle est profondément divisée sur les solutions pour sortir de la crise. C'est à ce niveau que le débat doit avoir lieu », a-t-il affirmé. « Je veux être loyal aux idées et à mes convictions politiques,

pas à un homme. Seulement, il y a des doutes sur le cap qui est fixé. »

Pour Robert Hue, « il ne suffit pas de gagner une élection présidentielle et d'être majoritaire au parlement pour avoir le soutien de l'opinion. Le mot "confiance" est essentiel ». Sur les choix économiques du gouvernement, l'ancien leader du PC les « comprend », mais, selon lui, il faut aller plus loin et avoir la confiance du peuple, celle-ci « a besoin d'un minimum de souffle social ». Lui aussi est conscient de la nécessité « de rassembler toutes les forces progressistes, mais je n'entends pas participer à la constitution d'un front commun anti-Hollande car je ne m'y retrouve pas ».

Jean-Luc Bennahmias soutient lui aussi ce gouvernement. « Nous avons besoin de toute façon de réduire les déficits publics ici ou là. Ces débats existent, nous devons les appréhender pour redonner de l'espoir. » Le fondateur du Front démocrate évoque « un compromis social qui permette à nos concitoyens de retrouver confiance en l'État français ».

« Se rassembler, c'est tendre la main à l'autre, respecter les contrats électoraux », a renchéri Jean-Michel Baylet qui a noté des différences, sur la décentralisation notamment. « Si nous voulons construire de plus grandes régions, il faut la proximité des conseils départementaux ». Si cette divergence n'est pas nouvelle, il entend « reprendre le combat pour la VI^e République », afin de continuer à être un contre-point parlementaire, « car ce qui nous rassemble, c'est la victoire de la France derrière Manuel Valls et derrière François Hollande ».

Dans son discours, Pierre Laurent a estimé de son côté que « c'était le moment de se dire les choses, droit dans les yeux car c'est un moment de vérité pour la France et pour la gauche. Je sais aujourd'hui que beaucoup d'entre vous sont dans la stupeur. La France a les moyens de faire autrement et nous sommes prêts à ouvrir ensemble le chemin. » Sur les défis qui attendent la gauche, Pierre Laurent estime qu'il faut « mener des réformes », avant de pencher lui aussi « pour une VI^e république. Un



Cambadélis. « Je suis gré à l'ensemble de nos camarades pour nous avoir parlé franchement. L'unité, ce n'est pas l'unicité. Si nous voulons réformer, nous sommes obligés de nous parler et de surmonter nos divergences. Car personne ne peut dire qu'il détient toute la vérité. Combien de fois nous nous sommes divisés et combien de fois nous nous sommes réunis ? »

« L'UNITÉ, CE N'EST PAS L'UNICITÉ »

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

sursaut des forces vives de la gauche est possible. Nous voulons le débat. Ne comptez pas sur nous pour nous inscrire dans un scénario avec Le Pen au second tour des présidentielles. La gauche peut mieux faire en offrant une alternative. Tout ceux qui croient aux valeurs de gauche doivent travailler ensemble ».

Dans cet espace de dialogue « où on peut discuter, s'engueuler et construire pour la suite », Emmanuelle Cosse a indiqué « ne pas avoir de soucis à construire ensemble, sauf si c'est pour défendre un projet

social-libéral qui n'est pas le nôtre. Je pense qu'aujourd'hui on pourrait avoir l'obsession du vivre-mieux et du gain de pouvoir d'achat. J'ai très peu de certitudes et aucune leçon à donner. S'il y a des convergences, elles doivent se faire sur des grands projets. La loi sur la transition énergétique est essentielle. »

« Et bien voilà, c'est fait. La gauche dialogue, se confronte, s'expose, échange et ceci est nécessaire même s'il fallait casser un peu de vaisselle », a affirmé Jean-Christophe

Jean-Christophe Cambadélis s'est montré rassurant. « Nous ne sommes pas au bord de l'implosion, a-t-il dit. Nous allons continuer. Le Parti socialiste n'est pas un parti social-libéral et il ne le sera pas ! Ce n'est ni sa tradition, ni sa culture et pour autant le Parti socialiste a sa propre définition, c'est un Parti socialiste qui a une pratique sociale-démocrate. Il faut être capable de réfléchir et de mener des campagnes ensemble sur des sujets que nous aurions décidés ensemble. Cela nécessite qu'on soit capable de s'unir mais aussi de se maîtriser. »





« Seule la mise en commun des idées permettra d'améliorer la vie des Français »

Clarifier les attentes que le mouvement social nourrit à l'endroit de la politique et des socialistes : tel était le thème de la première plénière du samedi où le message de plusieurs associations a été relayé.

« Les Français ne se protègent pas dans l'avenir. Le projet collectif ne se fait pas sans les salariés. Arrêtons d'opposer ceux qui auraient des avis contraires ou apporteraient des nuances. Aucune réforme, aucun progrès social ne se fera sans les personnels et les salariés. C'est pourquoi il est indispensable de rétablir le dialogue social. » En quelques mots, Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, a donné le ton des attentes entre les représentants syndicaux et les élus du Parti socialiste. « Parlons, discutons, négocions, seule la mise en commun des idées permettra d'améliorer la vie des Français en ouvrant les esprits et en cherchant ensemble les solutions. » Pour Pascal Priou, secrétaire national de l'Union nationale des syndicats autonomes (Unsa), « il y a une inflexion dans les discours et les actes depuis 2012 et c'est positif, car c'est la voie du compromis qui permet à tous

d'avancer. Nous devons faire évoluer les mentalités, nous sommes dans une démocratie sociale balbutiante. La lutte des classes perdure alors que le dialogue social devrait l'emporter », regrette-t-il.

De l'avis de William Martinet, président de l'Union nationale des étudiants de France (Unef), « le dialogue entre politiques et syndicats est crucial, particulièrement, lorsque la défiance se propage dans la population, car elle emporte tout sur son passage y compris les syndicats et les politiques. Inversement, lorsque l'on parvient à faire avancer les droits, c'est toujours le fruit de l'action concertée entre les syndicats et les politiques ».

Pascal Pavageau, secrétaire confédéral de Force ouvrière, le répète : « Le politique se doit d'écouter, de comprendre, voire d'intégrer les revendications salariales. Quand le précédent président de la République devant les organisations syndicales répond publiquement "j'entends mais je ne tiens pas compte", c'est l'ensemble de la classe politique qui est discréditée. Le politique doit cesser de penser qu'il sait mieux que les associations et les organisations syndicales ce que veulent les Français. »

Agnès Le Bot, secrétaire confédérale de la CGT, revient pour sa part deux

ans en arrière avant d'évoquer l'avenir : « Il y a eu un changement en 2012, l'action du mouvement social n'a pas été neutre dans ce changement. Les syndicats ne sont pas des faire-valoir du dialogue social mais bel et bien des acteurs légitimes. »

“ PAROLES DE MILITANTS ”

OUSMANE SISSOKO, AUBERVILLIERS

« Je suis fier d'être socialiste, je l'ai dans mon ADN. Ce n'est pas parce que l'on est dans une phase d'interrogation identitaire que je vais quitter le parti. Je ne partage pas certains choix économiques qui sont faits. Lorsque j'ai pris la parole et que j'ai défendu les droits des salariés, ce n'est pas moi, Ousmane, qui ait été applaudi, ce sont les idées que je défendais. C'est pour faire avancer ses idées, qu'il faut s'engager. Il faut donner un sens à son action. On peut réellement changer les choses en agissant. Un salarié qui touche le RSA doit pointer tous les trois mois ; une entreprise qui reçoit un crédit recherche de 120 000 euros, elle n'a rien à justifier, est-ce normal ? Non ! Je me battrais jusqu'au bout pour que la justice sociale l'emporte. »



Des ripostes pour démonter les rumeurs

Cet atelier animé par Sarah Proust, Secrétaire national à la communication, a présenté les dernières innovations concrètes dans le champ des campagnes électorales.

A la question « *Comment les nouvelles technologies peuvent mieux connecter élus, militants et citoyens ?* », Guillaume Liegey, fondateur d'une start-up en stratégie électorale et maître de conférence à Sciences-Po, a son idée sur la réponse : « *L'outil ne remplace pas le message.* »

Pour innover d'ici à l'horizon 2015-2017, « *la question du terrain est nécessaire à condition qu'il y ait cette connexion avec les élus pour au moins valider et rendre fiable la riposte* », souhaite un militant girondin. Sur la diffusion et la portée du message socialiste, « *les réalités du terrain sont différentes de celles de l'Hexagone. Nous utilisons par exemple des voitures avec haut-parleurs pour diffuser notre message. Ceci afin de toucher plus largement une population qui souffre d'illettrisme* », affirme de

son côté Laurent, secrétaire de section à Fort-de-France (Martinique).

Jean, originaire de Castillon-la-Bataille (Gironde), salue cette initiative. « *Je trouve ça super ce que fait notre camarade de Martinique. Maintenant, dans mon canton, le monde rural passe souvent à la trappe. Les moyens nous manquent. Comment les fédérations peuvent-elles aider les petites sections ?* » Un sentiment partagé par Blandine, militante dans la Sarthe. « *Dans ma circonscription, il y a 92 hameaux sur 700 habitants. Comment peut-on mobiliser 1 200 personnes pour un loto et seulement 5 pour une réunion sur les élections municipales ? Je n'ai malheureusement pas la réponse.* »

« LES RUMEURS, LE PLUS GRAND MÉDIA DU MONDE »

Secrétaire de section à Boulogne-Billancourt (Haut-de-Seine), Nicolas rappelle « *l'importance de cibler le message en fonction du quartier où on fait le porte-à-porte* ». « *Plutôt que de parler de porte-à-porte, on va par-*

ler de contact direct. C'est plus puissant qu'Internet ! », coupe Guillaume Liegey.

Originaire du Lot-et-Garonne, Matthias Fekl, nouveau secrétaire d'État au Commerce extérieur, a déploré recevoir pléthore de mails délirants, qui diffusent de fausses informations. « *Pour nous aider, le Parti socialiste devrait travailler sur des modèles types. Car les rumeurs, c'est le plus grand média du monde. Dans une période où je ressens une déliquescence absolue, il faut remettre de l'ordre dans les têtes en disant : "Voici la réalité et réfléchissez par vous-même"*. » Car le rôle du socialisme, « *ce n'est pas de contraindre, c'est de faire ses propres choix et de s'émanciper* ».

Sarah Proust a expliqué qu'un document hebdomadaire avec fond de tract sortira à la rentrée. Chaque mois, des dossiers argumentaires seront envoyés de même qu'une adresse mail sera dédiée aux fédérations afin de relayer au siège du parti les fausses rumeurs et les mails qui désinforment.

INTERVIEW DE PATRICK KANNER, MINISTRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS



« Sentir le pouls de la société des jeunes »

Promu au poste de ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sport lors du dernier remaniement, Patrick Kanner a donné la primeur de son premier discours public aux Jeunes socialistes.

COMMENT AVEZ-VOUS ÉTÉ ACCUEILLIE PAR LES JEUNES SOCIALISTES POUR VOTRE PREMIÈRE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EN TANT QUE MINISTRE ?

Tant au niveau du fond que de la tonalité, les choses se sont bien déroulées. Je ne vous cache pas une petite appréhension au début, surtout quand je leur ai dit que je n'étais jamais rentré au Mouvement des jeunes socialistes dans le département du Nord mais dans une structure bien plus à gauche. Là, ils m'ont applaudi ! J'ai pu montrer la volonté qui était la mienne de poursuivre l'action gouvernementale, mise en place par Valérie Fourneyron puis par Najat Vallaud-Belkacem. A partir de là, je vais essayer de mettre en route ma petite musique.

PEUT-ON AVOIR UNE IDÉE DE CETTE « PETITE MUSIQUE » QUE VOUS ALLEZ METTRE EN PLACE ?

On a de beaux outils : la garantie jeunes, tout ce qui touche à l'accès aux soins, l'apprentissage, les emplois d'avenir, le service civique... Mon premier travail sera de les mettre en cohérence afin d'éviter tout phénomène de relégation chez les jeunes. Je vous rappelle que le programme du Président est : « Il faut que les jeunes dans ce pays vivent mieux à la fin de mon quinquennat qu'au début de mon quinquennat ». J'essaierai d'être un des acteurs de cette mise en perspective.

« LES PROPOSITIONS ET LES AIGUILLONS DE LA JEUNESSE DOIVENT NOUS SERVIR »

AVEZ-VOUS RESENTI UNE ATTENTE SPÉCIFIQUE DE LA PART DES JEUNES SOCIALISTES ?

Je leur ai dit que j'avais besoin qu'ils m'alimentent en idées et aussi de me faire sentir le pouls de la société des jeunes. Chaque mois, je recevrai une délégation en compagnie de Laura Slimani pour pouvoir porter les politiques publiques. C'est important

de s'appuyer sur cette base car j'ai connu leur parcours. J'aurais 35 ans de Parti socialiste l'année prochaine, j'ai connu tous les Congrès, pas celui d'Epinais, mais presque ! Je sais que si l'on se coupe de notre jeunesse, on va droit dans le mur, même si elle est turbulente. Leurs propositions et leurs aiguillons potentiels doivent nous servir à faire évoluer nos politiques publiques.

LE PARTI SOCIALISTE VA REDÉFINIR « SA CARTE D'IDENTITÉ » AVEC LE LANCEMENT DES ETATS GÉNÉRAUX. QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Chacun sait que l'arrivée de Jean-Christophe Cambadélis devait aboutir à un diagnostic et se dire quelles sont les perspectives à mettre en œuvre. C'était le moment, surtout que nous traversons une période de crispations. Notre vieux parti d'Epinais doit se réformer, c'est l'état d'esprit de Jean-Christophe. Le gouvernement aura besoin d'un parti fort, soudé. Nous pouvons avoir des différences, les échanger, mais j'en appelle au dialogue et au rassemblement. Je suis issu du milieu de Pierre Mauroy pour qui le mot rassemblement était essentiel.

CHRISTIANE TAUBIRA, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE CHEZ LES JEUNES SOCIALISTES



« Vous êtes la sève qui monte »

Invitée du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), Christiane Taubira a séduit un auditoire surchauffé et tout acquis à sa cause.

Aux côtés de Laura Slimani, la Garde des Sceaux a reçu une standing ovation dès son arrivée à La Rochelle, avant de s'adresser à l'auditoire. « C'est très rafraîchissant d'être à vos côtés », déclare-t-elle. Ainsi, elle a décrit la réforme pénale comme « une audace dans une société où se creusent les différences ». L'égalité d'accès à une institution républicaine est fondamentale pour la ministre de la Justice. « Toutes les initiatives que nous prenons sont inspirés de l'égalité. Comment la société fait face à son avenir, si elle n'a pas créé les conditions pour que les jeunes acceptent les règles de la société ? »

« UNE PERSONNE FIDÈLE À SES CONVICTIONS »

« Souvent, on ne vous a pas donné les éléments de compréhension du passé. Souvent, nous pensons que la compréhension de l'immédiat peut suffire. Or ce n'est pas le cas », poursuit Christiane Taubira avant d'aborder la question de la vie en commun. « Je vous invite à vous plonger vers le passé, lire le passé de sa logique et sa rationalité. C'est à partir de là qu'on va construire des réponses. » Son discours fait mouche, les jeunes socialistes sont conquis. « Sa présence est très importante car la jeunesse française a une perte de confiance. C'est un grand malheur de voir que les jeunes ne votent plus, hormis pour le Front national », regrette Boris, 19 ans, étudiant en philosophie et sociologie. Dans

sa conclusion, Christiane Taubira envoie un message d'amour. « J'ai confiance en vous. Vous êtes ceux qui feront l'avenir, vous êtes la vie qui vient, la sève qui monte. Alors, montez mes chéris s'il vous plaît... »

“ PAROLES DE MILITANTS ”

BORIS, 19 ANS, PARIS

« L'organisation d'un parti est compliqué. Aucune manœuvre n'est à écarter pour rassembler la gauche. Au MJS comme avec la direction du parti, nous avons des valeurs communes : rassembler la gauche et faire évoluer les décisions du gouvernement pour rétablir la confiance des Français, afin de moderniser une V^e République à bout de souffle. »



Réformer le territoire pour davantage de justice sociale

Pour parvenir à convaincre du bien-fondé de la réforme territoriale, Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, a tenté de poser les premières pierres de ce vaste chantier.

La salle est pleine tant le sujet fait débat. Et débat il y a entre les différents intervenants invités à exprimer leurs positions, mais surtout à répondre aux inquiétudes des militants. Pour certains, le redécoupage territorial engagé par l'Etat est vécu comme une perte identitaire. En effet, un territoire ne peut être pensé sans l'humain qui y habite. Or jusqu'à présent celui-ci a été quelque peu oublié. Pour y remédier, chaque acteur a exprimé sa vision et la démarche à suivre pour gommer les inégalités. C'est l'enjeu de cette réforme, et pour Marylise Lebranchu il en va même du « redressement de la France ». La ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique est convaincue que la « réorganisation de

la République » se fera par l'espace. Un espace dont les inégalités doivent disparaître. Comment ? Grâce aux financements accordés aux élus locaux pour redresser leurs territoires. Pour Jean-Vincent Placé, l'équilibre territorial passe d'abord par un « contrôle démocratique des syndicats qui gèrent les services publics pour les collectivités ». En d'autres termes, plus de transparence pour comprendre où vont les fonds accordés et à quoi ils servent.

RECONNECTER LE CITOYEN À SON TERRITOIRE

Pour Johanna Rolland, maire de Nantes, « la préoccupation principale des Français est l'emploi ». Or la fusion des régions doit permettre l'apparition de « métropoles fortes », outils de développement économique des nouvelles régions élargies. Problème, les métropoles risquent de recréer des fractures entre les territoires, c'est l'inquiétude de Nadia. Architecte, elle vit à Poitiers et se demande « com-

ment faire pour redynamiser sans provoquer de l'injustice spatiale ? »

Il faut « clarifier plus que décentraliser » estime Didier Guillaume, sénateur de la Drôme, et cela passe par « une réduction des conseils généraux ». Car il y a encore trop de strates dans le découpage territorial actuel. Pour lui, il faut « supprimer le département là où il y a des agglomérations et réduire le nombre de communes ». Seul moyen, pour le président du groupe socialiste au Sénat, de « défendre la ruralité ». C'est l'autre défi principal de cette réforme. Stéphane Le Foll est de son avis. La réforme doit réfléchir aux nouveaux comportements induits notamment par l'augmentation de la population. Le redécoupage territorial passe par la création de nouveaux espaces, or ceux-ci ne peuvent être pensés indépendamment de leurs nouveaux habitants. Le risque est que le citoyen se sente « déconnecté de son territoire », selon le ministre de l'Agriculture. Il ne faut donc pas oublier dans la réforme de réfléchir à l'urbain et au rural sans oublier leurs relations.



Sortir du clivage urbain/rural

Des élus locaux et un géographe ont échangé leurs idées sur les nouvelles fractures territoriales.

Pendant des décennies, les zones urbaines et leurs voisines rurales ont été pensées l'une dressée contre l'autre, un clivage qui n'a désormais plus de sens. Ainsi, la coopération nécessaire entre ces deux espaces trop longtemps opposés a été abordée. Et c'est certainement là le nœud du problème : le vocabulaire employé. Ces deux catégories sont démodées à l'heure où les espaces sont intrinsèquement liés par les mobilités et habitudes des citoyens. Les inégalités territoriales et sociales dépassent ce vieux clivage. Et la vraie question, posée par Nathalie Appéré, maire de Rennes, est de savoir « comment va-t-on réduire ces inégalités avec la réforme ? » Certainement pas en opposant des territoires qui ont besoin l'un de l'autre ne serait-ce que pour l'approvisionnement alimentaire, par exemple. Alain Calmette, député en zone rurale, rejoint cette position. Pour lui, il faut « travailler la cohésion territoriale de notre pays en favori-

sant les échanges équitables entre les lieux ». C'est donc plus sur les moyens d'une coopération entre villes et campagnes que la réforme doit plancher que sur les cadres institutionnels de sa mise en œuvre.

TRAVAILLER SUR LES DÉSÉQUILIBRES

Martin Vanier, géographe à l'université de Grenoble, a justement des propositions. Il faut commencer par bannir les catégories « urbain » et « rural », obsolètes et à elles seules créatrices de frontière. Il faut plutôt parler, selon l'universitaire, de territoires de « haute ou faible densité de population ». La question démographique doit être pour lui au cœur de cette coopération, dont les enjeux sont triples. Tout d'abord, elle doit permettre le développement des territoires. Les espaces densément peuplés ont besoin de l'espace de ceux faiblement habités pour croître. Il faut ainsi travailler sur les déséquilibres et ne pas chercher à les effacer, en mettant en place des « contrats de réciprocité entre les collectivités ». La France a besoin de territoires aux densités multiples.

Ensuite, la coopération doit favoriser l'émergence de réseaux. La justice spatiale passe par l'équité dans l'accès aux services et cela n'est possible que par leur maîtrise. Il faut donc s'interroger sur les « formes de réseaux » que l'on tisse entre les territoires. Cela passe par une « politique de réseaux urbains d'appui, c'est-à-dire la création de centralités relais qui feraient le lien entre grandes et petites villes ». Enfin, l'enjeu de cette coopération est de sortir de l'idée d'une « égalité entre les territoires », cela n'est pas possible et pas souhaitable, selon le géographe, car « la force d'un territoire repose sur sa singularité ». Il faut donc plutôt travailler sur l'égalité dans l'accès aux réseaux pour réduire durablement les fractures entre les espaces. Et aller, par exemple, vers des formes renouvelées de « coopératives territoriales ». C'est justement ce qu'a fait Jean-Pierre Saulnier en créant « Cher 2021 », un regroupement de 38 départements qui travaillent ensemble pour répondre aux besoins des habitants des zones rurales oubliées. Sur le terrain, la réforme est en marche. Il ne manquait que les outils obtenus dans la cité corsaire.

3 QUESTIONS À...

MICKAËL VALLET, PREMIER SECRÉTAIRE FÉDÉRAL DE CHARENTE-MARITIME DEPUIS 2012



QUEL BILAN TIREZ-VOUS DE CETTE ÉDITION ?

Il est très important pour nous d'accueillir l'Université d'été chaque année car c'est un moment de mobilisation pour les bénévoles de la Charente-Maritime. Sur ce plan, on est à la fois rodé et efficace. On a assuré comme pour les autres années dans un contexte particulier. Il y avait une

pression supplémentaire soit de la part de partenaires ; soit de corporations qui ne sont pas d'accord avec les décisions du gouvernement. Sur le plan de la sécurité et de l'organisation globale, je salue la constance et le sérieux de tout ceux qui ont participé à l'événement.

Au-delà de ça, l'Université d'été est toujours une loupe grossissante de ce qui va bien et ce qui est à améliorer profondément.

LA ROCHELLE A ATTIRÉ PLUS DE 4 000 PERSONNES CETTE ANNÉE. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CE CHIFFRE RECORD ?

Le nombre d'inscrits a été beaucoup plus important que l'année dernière. En termes d'organisation, cela s'est ressenti sur le terrain. Dans les ateliers, il y avait beaucoup de monde et ils étaient pleins à craquer. Alors, certes, l'actualité médiatique donne le tempo, mais je crois que le militant, qui lui est au contact de la popu-

lation de manière permanente, qui sent les choses dans son quartier, dans sa section, éprouve un besoin de débattre et de parler de tout ce qui ce passe actuellement. C'est une nécessité de se retrouver pour pouvoir débattre, ce qui montre qu'il y a une vitalité qui existe à ce niveau là dans le parti.

QUEL EST LE POINT FORT DE L'ORGANISATION SUR LEQUEL VOUS ÊTES PARTICULIÈREMENT FIER ?

L'Université d'été de La Rochelle, ce sont soixante-dix bénévoles qui se relaient sur quatre jours. Ils le font en pensant à tous les camarades qui font le choix de poser des jours de RTT, de payer des chambres d'hôtels, et de venir de loin pendant trois jours à l'occasion d'un moment militant important. On est content de se mobiliser pour tous les camarades qui viennent de tout le reste de la France.





LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE : LES ENJEUX POUR L'INNOVATION, L'ÉDUCATION, LA CRÉATION, L'INFORMATION, ET LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES



« Faire de la France la première République numérique du monde »

Fleur Pellerin, ministre de la Culture et de la Communication, et Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat au Numérique ont échangé sur la révolution numérique en compagnie d'experts.

Pour Fleur Pellerin « *la culture est un élément de l'émancipation des hommes et des femmes, un élément de rayonnement de notre économie, de rayonnement international. Nous avons cette capacité à faire rayonner nos industries créatives dans notre pays* ». Militant socialiste et membre des Français de l'étranger, Théo Chino, 43 ans, a travaillé dans la Silicon Valley avant de s'installer à New York. « *J'ai trouvé cette plénière très intéressante sur l'état des lieux dressé par les intervenants. Néanmoins, elle était trop axée dans le passé et pas assez vers l'avenir. Ce qui se fait aujourd'hui ne se fera plus en 2020* », nuance cet ingénieur informatique.

« *Aujourd'hui, nous sommes dans la République numérique*, affirme pour sa part Axelle Lemaire, secrétaire

d'Etat chargée du numérique au gouvernement. *Utiliser Internet comme outil d'inclusion sociale pour ceux qui décrochent, l'inclusion du territoire (apporter le haut-débit dans des zones rurales) et l'inclusion par la formation. C'est finalement la reconquête de nos valeurs et les principes fondamentaux : faire de la France la première République numérique du monde.* »

Directeur de la rédaction du magazine L'Etudiant, Emmanuel Davidenkoff a mis l'accent sur « *la place de l'humain dans la formation* ». Il a aussi posé des questions : « *Le numérique est là, c'est notre vie. Si l'école ne s'en occupe pas, qui va le faire ? Les familles, mais ça crée des inégalités. Il faut identifier comment les gens apprennent.* »

DAVANTAGE DÉMOCRATISER LA CULTURE

Comme le ministre de la Culture et de la Communication, Pascal Rogard, président de la Coalition française pour la diversité culturelle, a assuré que la culture est un des piliers de notre rayonnement à l'international,

en regrettant que « *les grands groupes ne paient pas d'impôts dans les pays où ils s'implantent, alors qu'ils ont des chiffres d'affaires très élevés. Internet est un outil formidable, qui doit être régulé, utilisé au service de tous afin de permettre la diffusion des œuvres* ».

L'arrivée de Netflix (service américain de vidéo à la demande) a fait beaucoup jaser. « *Piocher dans un catalogue, ça me fait penser à la licence globale* », estime un militant. Actionnaire et utilisateur de Netflix aux États-Unis, Théo Chino a pu voir grâce à Netflix « *des films français à l'étranger* ». Il croit en ce système et ne comprends pas les craintes de Canal + face au géant américain. « *Je suis certain que ça va faire un bien fou à la culture française avec davantage d'ouverture.* » Une culture qu'il faudra davantage démocratiser sur la Toile car aujourd'hui, encore 20 % des Français n'ont pas accès à Internet. « *C'est un facteur discriminant très grave*, affirme Axelle Lemaire. *C'est pour cela qu'il faut redéfinir le service universel numérique.* »



Nous, socialistes, sommes-nous tous écologistes ?

Paris Climat 2015 est déjà dans toutes les têtes. L'échéance est cruciale car elle doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat.

Le défi climatique, dans la perspective de la Conférence sur le climat qui se tiendra à Paris en 2015, représente une formidable opportunité mais aussi un énorme challenge pour la France, le monde et le Parti socialiste en particulier.

Comme le souligne le scientifique Jean Jouzel, co-lauréat du prix Nobel de la paix en 2007 avec Al Gore, « les indices sont clairs et incontestés. A chaque crise, on nous dit, oui, on va agir mais plus tard. Là, on n'a pas le choix. Si nous voulons limiter le réchauffement climatique à 2 %, il faut agir maintenant. Si on continue sur la trajectoire actuelle de combustion des énergies fossiles entre 2015 et 2020, on va vers 3 degrés d'augmentation d'ici la fin du siècle ».

Du côté de l'ONG, Réseau action climat, « le constat est sans équivoque. Nous demandons depuis des années un accord international qui limite les émissions de

gaz à effets de serre. Jusqu'à présent nous n'avons pas été réellement entendus. La Conférence de Paris sera un test pour la société civile, pour le gouvernement, afin de mener à bien une négociation internationale qui est très complexe mais qui permettra aussi d'engendrer des réformes, comme la transition énergétique et appliquer des politiques ambitieuses à l'échelle européenne ».

Pour Laurence Tubiana, présidente de l'Institut de développement durable et des relations internationales, « depuis 1992, date à laquelle nous nous sommes engagés à réduire les émissions de gaz à effets de serre, les résultats sont modestes, les émissions ont continué à largement augmenter dans le monde. Ce qu'on cherche, c'est d'arrêter ca. Stopper cette évolution fatale et repartir dans une direction différente. »

Pour le député de Seine-Saint-Denis, président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, « c'est une question de choix de société. Nous, les socialistes, nous avons commencé à nous soucier des questions écologistes à partir de 1992. Ce vieux monde est finissant. Individuellement, collectivement, au niveau international, nous avons tout intérêt à don-

ner naissance à cette sociale écologie. Il y a eu le temps du socialisme de la paix, du socialisme industriel, nous devons désormais entrer dans le socialisme de la transition énergétique. Si l'on continue avec cette consommation des énergies fossiles, la responsabilité humaine dans la dégradation du climat, on passerait à côté de la mission qui est la nôtre de faire évoluer la société ».

“ TÉMOGNAGE ”

GÉRARD FUCHS, DIRECTEUR DU SECTEUR INTERNATIONAL DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS

« Je suis inquiet pour les pays émergents en Inde, en Afrique du Sud, au Brésil, qui restent dans une politique de rattrapage ; leur priorité n'est pas à l'économie décarbonée. Dans les pays les plus pauvres, il s'agit d'une question de survie. Leurs objectifs sont d'abord de consommer davantage, de cuire correctement et de se chauffer dignement. Vis-à-vis d'eux, un effort considérable de négociation doit être mené pour les convaincre.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, VERS UN MODÈLE ÉCONOMIQUE PLUS OUVERT ET PLUS COOPÉRATIF !



« L'ESS, une réponse au chômage »

Loi économique majeure du gouvernement, les enjeux sont grands pour l'Économie sociale et solidaire (ESS), dans l'Hexagone comme dans les outre-mers.

L'Économie sociale et solidaire (ESS) présente une autre finalité que la seule recherche des profits. Elle est porteuse d'un nouveau modèle économique, alternatif et non moins performant que celui de l'économie commerciale traditionnelle. « L'ESS est une réponse au chômage quand on donne aux jeunes un moyen de s'investir », soutient un militant parisien, trésorier d'une coopérative étudiante. « Il est important que les jeunes se retrouvent dans l'entreprise, c'est le cas avec l'ESS. Or ce qu'on apprend dans les facultés, c'est l'économie capitaliste », regrette-t-il.

« Quand on est socialiste, l'ESS est dans notre ADN, affirme Fanélie Carrey-Comte, députée de Paris. Depuis dix ans, il n'y avait aucune orientation en ce sens pour essayer de développer cette politique. L'ESS est un mode

d'entreprendre dans tous les secteurs, c'est surtout un enjeu majeur pour la jeunesse car il y aura des opportunités avec de nombreux départ à la retraite. » Ainsi, d'ici à l'horizon 2020, 600 000 emplois seront à pourvoir dans cette branche.

SENSIBILISER D'AVANTAGE LES ÉLUS À L'ESS

Membre du Bureau national du parti socialiste, Rémi Demersseman-Pradel va même plus loin : « L'ESS

est un modèle qui peut être bénéfique à l'ensemble de l'économie française. » Selon lui, l'une des missions du PS est « de sensibiliser les élus à l'Économie sociale et solidaire ». Sénateur de Mayotte et président de l'association Tama, Thani Mohamed-Soilihi estime que dans les outre-mers, « il existe des perspectives de croissance, contrairement à d'autres régions de l'Hexagone. J'appelle de mes vœux que ces territoires reculés puissent avoir les moyens adéquats pour se développer. L'ESS est une bouée dans les outre-mers. »

« Valoriser les initiatives locales des jeunes et donner le goût de l'entreprise : telle est la vision grand angle de l'entreprise au Parti socialiste », conclut Juliette Méadel, la nouvelle porte-parole du PS.





QUE PEUT LE VOLONTARISME POLITIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET LA RÉINDUSTRIALISATION ?



« Agir et encourager l'investissement dans les collectivités locales »

La France n'est pas dépourvue pour relever les nouveaux défis industriels. Michel Sapin, Louis Gallois, Edouard Martin, Anne Hidalgo, Valérie Rabault ont débattu en ce sens.

« La dernière année où la balance commerciale a été excédentaire remonte à 2002. » Numéro deux du Parti socialiste, Guillaume Bachelay a posé le débat de la plénière sur le volontarisme politique, le développement de l'économie et la réindustrialisation. De 2002 à 2012, la France a perdu 750 000 emplois industriels.

« L'industrie française est mal positionnée », a estimé Louis Gallois, président de la Fabrique de l'industrie et auteur du rapport "Pacte sur la compétitivité de l'industrie française". « Je me suis bien reconnu dans la politique amorcée par Arnaud Montebourg. Je ne suis pas contre le fait que l'Etat s'intéresse aux entreprises. Je pense même que c'est son boulot. »

« La France a sous- investi dans l'éducation, sa modernisation et donc dans son diagnostic de réinvestissement », a poursuivi l'économiste Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective. « La crédibilité de la promesse des 50 milliards d'économies est importante aux yeux de nos partenaires européens. »

« Réinventer le redressement » est aussi le mot d'ordre d'Arnaud Montebourg pour qui « on peut guérir les entreprises en les soignant ». L'ancien ministre partage la position de Louis Gallois sur cette œuvre collective et d'union des forces mais craint « la mécanique de l'austérité ».

Sur le thème de la réindustrialisation, Anne Hidalgo a soutenu « la diplomatie des villes », en mettant en avant l'exemple des véhicules électriques. « En 2008, nous sommes allés chercher des industriels. Cette proposition de voitures partagées partait d'une intuition. Une entreprise privée a gagné la compétition. Aujourd'hui, cette idée génère une industrie avec la production de véhicules électriques à grande échelle. »

Le nouveau député européen, Edouard Martin, dresse le constat suivant : « Sur la facture énergétique qui est de 400 milliards d'euros par an, il est nécessaire de réaliser des économies. La réussite de la réindustrialisation ne pourra pas se faire sans une véritable politique européenne ». Rapporteuse générale du Budget à l'Assemblée nationale, Valérie Rabault a affirmé que « le dernier projet européen remonte à 1967 avec Airbus. Quand vous voyez un avion décoller, c'est l'Europe qui décolle ».

Ministre des Finances et des Comptes publics, Michel Sapin estime que « la France doit prendre ses responsabilités sur la question du redressement productif ». Parmi les responsabilités du gouvernement, il y a la question des finances publiques - « si on va trop vite, on le fera avec perte » - et de la formation des salariés. « Le dialogue social est le meilleur moyen de gagner du temps quand on veut faire des réformes profondes. » Et de rappeler une priorité de l'Etat : « Agir sur l'investissement dans les collectivités locales et même l'encourager. »

“ PAROLES DE MILITANTS ”

MARIE-COLETTE, 70 ANS, PROFESSEUR DE LETTRES À LA RETRAITE (STRASBOURG)

« IL PORTE L'EUROPE DÉMOCRATIQUE »



« Pour moi, être socialiste, c'est avoir le sens du partage et qu'il n'y ait pas d'inégalités monstrueuses. Par exemple, ce n'est pas une solution d'avoir laissé la Chine devenir l'usine du monde. J'ai adhéré au Parti socialiste quand Ségolène Royal a porté à bout de bras son projet de démocratie participative. Elle a relayé des propositions qui émanaient du bas. Pour les États généraux du Parti socialiste, je suis plus circonspecte. J'attends de voir, même si ça me semble une bonne idée au premier abord. »

GÉRARD, 68 ANS, RETRAITÉ DE LA FONCTION TERRITORIALE (PARIS)

« LES ETATS GÉNÉRAUX, C'EST UNE BONNE CHOSE »



« Aujourd'hui, on est dans l'urgence. Droite et gauche, ça ne veut rien dire. Le socialisme se définit comme le conjoint du capitalisme. Il faut se surveiller l'un et l'autre. C'est comme dans un couple, chacun doit composer et faire un petit effort. Le MEDEF est un partenaire que l'on ne peut pas ignorer. Le lancement des États généraux est une bonne chose. On a enfin un Premier secrétaire qui se bouge ! Je me remets à espérer. »





La gloire de Jaurès

Le Grand Jaurès méritait un hommage à la mesure de sa personnalité, cent ans après sa disparition. C'est désormais chose faite. Après les Archives nationales et le Panthéon qui lui ont consacré deux belles expositions, le Parti socialiste organisait, en lien avec la Fondation Jean-Jaurès (FJJ), une journée spéciale à l'Oratoire de La Rochelle.

Historiens et personnalités politiques ont évoqué la mémoire et la pensée de cette figure tutélaire de la gauche, avant que Pierre Moscovici ne vienne conclure les débats, au terme d'échanges fructueux. *« L'attention à Jaurès est particulièrement soutenue, dans un contexte marqué par de grandes mutations, sur fond de crise, résume Gérard Lindeperg, vice-président de la FJJ. Il représente la France dans ce qu'elle a de meilleure ».* Beaucoup, au sein

de sa propre famille politique, l'ont contesté, voire même haï, pour certains, dès lors qu'il s'agissait d'éviter le pire.

Avant la Grande Guerre, il est ainsi à la tête d'un parti minoritaire, qui n'atteint guère que 17 % des suffrages, analyse Marion Fontaine, Secrétaire générale de la Société



d'études jaurésiennes. Ce n'est qu'après son assassinat qu'il incarnera le pacifisme, dans toute sa grandeur. L'homme de paix est alors érigé en icône. Au point de faire son entrée au Panthéon, dix années après son assassinat. Et d'apparaître, aux yeux de tous, comme une véritable gloire républicaine qui sut, sans discontinuer, inscrire sa pensée dans l'action, laquelle fut toujours fondée sur la raison. *« Son combat pour la paix en est l'illustration, puisqu'il utilise toutes ses ressources pour agir »*, souligne Vincent Duclert, co-auteur, avec Gilles Candar, d'une biographie appelée à faire date.

Tout au long de sa vie, il privilégiera les grands combats et le travail intellectuel... *« C'est un philosophe, un historien et un sociologue qui porte la plus grande attention à l'ethnographie, en décrivant, avec la plus grande minutie, le travail, les lieux et les personnes. C'est aussi un fervent anti-colonialiste qui cimente le pouvoir de sa pensée. »* La question de la vérité le préoccupe au plus haut point, en élargissant le socialisme à l'humanité. Il y a donc nécessité à connaître Jaurès et ses écrits. Ne serait-ce

que parce que sa pensée est à la fois accessible et lumineuse. Et qu'elle a peu vieilli, permettant au lecteur de saisir l'importance de la réflexion et de la mobilisation, dès lors que la situation l'exige.

DES TENTATIVES DE RÉCUPÉRATION PAR LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE

« En dépit des apparences, le consensus reste fragile », tempère Gilles Candar. Nombreux furent ceux, en effet, qui marquèrent leur opposition à la « voix de la paix », de la démocratie et de la République, en 1914. Ce qui explique d'ailleurs, en partie, l'acquittement de son assassin, Raoul Villain, en 1919, dans un contexte peu propice, il est vrai, au patriotisme internationaliste.

Cent ans après sa disparition, cette figure majeure de la République et du socialisme n'en demeure pas moins au cœur du débat politique. Fut-ce au prix de tentatives de récupérations dévoyées, par la droite et l'extrême droite. « Jaurès apparaît souvent sous les traits d'un personnage de caricature, dont la pensée est réduite à sa plus simple expression », déplore Marion Fontaine.

Et ce, même si elle reste d'une « *étonnante actualité* », renchérit Henri Nallet, président de la FJJ. « *Jaurès nous parle de la politique et de l'engagement. Il ne perd jamais de vue l'idéal de progrès. Il a encore beaucoup à nous dire en matière de justice et de paix* », veut croire Alain Bergounioux, directeur des études auprès du Premier secrétaire. Son socialisme se définit comme « *une action et une pensée sociale* », poursuit Catherine Trautmann, ex-ministre de la Culture et de la communication (1997-2000). Et qu'importe, au fond, qu'Engels ait pu lui reprocher son républicanisme excessif, dès lors que ce brillant normalien, philosophe, professeur, orateur hors pair et journaliste pénétrant s'est toujours placé sur le terrain du réformisme progressiste. Personnage aux « *multiples facettes* », parfois ambiguë, toujours brillant, convaincu, par ailleurs, que patriotisme et internationalisme sont parfaitement compatibles.

AUX CÔTÉS D'ARISTIDE BRIAND

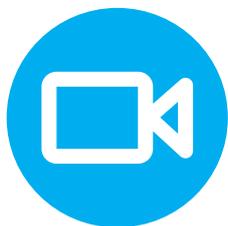
« *Jaurès cherche l'unité et l'anticipation de la résolution des problèmes sur le terrain politique et social* », clame Catherine Trautmann. Avec ce souci constant du débat et de la réflexion qui lui vaut de mener une lutte sans

relâche pour la défense de la laïcité, sans, pour autant, céder à une pulsion antireligieuse. D'où sa participation active, aux côtés d'Aristide Briand, à l'élaboration de la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'État. « *Jaurès n'a jamais craint les débats et les clarifications* », observe Emeric Bréhier, député de Seine-et-Marne. De ce point de vue, il fut moins l'homme d'un parti que celui du républicanisme indépendant, dont il se réclama dans sa jeunesse. Au fond, il sut, avec habileté, échapper aux dogmes, en portant l'histoire. « *Un humaniste qui fit le pont entre l'audace et le réel*, note Pierre Moscovici député du Doubs et ex-ministre en charge de l'Économie et des finances (2012-2014), nouveau commissaire européen aux Affaires économiques. *Un idéaliste, aussi, qui ne sépara jamais l'idée de sa mise en œuvre.* »

Ses paroles, ses engagements nous interpellent très directement, à l'heure où la question de la transformation sociale se pose avec acuité. Preuve que le réformisme reste une démarche, une méthode, mais pas une fin en soi. Et qu'il convient toujours de lui donner du sens. « *Quand la situation est grave, je pense à l'humanité* », disait Jaurès, qui demeure, un siècle après son assassinat, un symbole incontournable pour des générations de militants. Un objet d'études, aussi, sans cesse renouvelé.



Lancement des États généraux des socialistes : Prenez la parole !



→ **Témoignez** en vidéo avec le **vidéomaton** et sur Instagram :
Venez-nous dire en 15 secondes
« C'est quoi être socialiste ? »
Retrouvez-nous sous la tente « États généraux »



→ **Contribuez** en répondant aux premières questions
sur le site **www.etats-generaux-des-socialistes.fr**



→ **Participez aux débats organisés** dans les **3 500 sections
et fédérations**, du 1^{er} septembre au 8 novembre

Suivez les États généraux sur les **réseaux sociaux** :
Facebook / Twitter / Instagram / **#egps**



États
généraux
des
socialistes

www.etats-generaux-des-socialistes.fr



POUR PROPOSER, DÉBATTRE ET AGIR, REJOIGNEZ LE PARTI

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS
(chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises
à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr – parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal Ville